

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 1<sup>er</sup> - DIM 2 - LUND 3 JUILLET 1978 - N° 31

Commission paritaire N° 56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## Boussac

LES MANIFESTANTS  
DE LA VALLÉE DU RABODEAU  
INVESTISSENT LA SOUS-PREFECTURE  
DE SAINT-DIÉ

# Matraques, grenades et licenciements

Lire en page 12

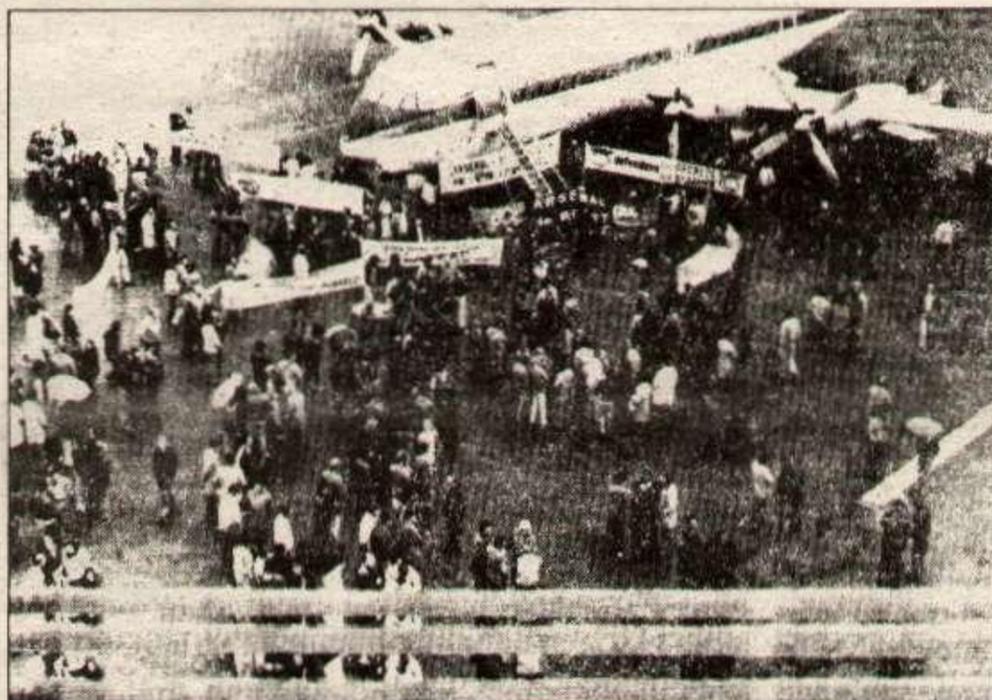
Ses ouvriers  
étaient en grève

**LE PATRON  
TIRE ET PREND  
LA FUITE**

Le patron de la société Photo-chromogravure à Lyon est ce qu'il convient d'appeler « un patron de choc ».

Il ne tolère pas que les ouvriers de son entreprise fassent des débrayages. Il « règle » les négociations en tirant sur les délégués syndicaux. Il a blessé à coups de pistolet, Raoul Veyre, délégué syndical avant de prendre la fuite, menaçant de se servir des 25 kg de TNT qu'il stocke dans sa voiture. Les policiers ont établi des barrages sur les routes : le PDG tireur court toujours. Serais-ce comme ils le disent le manque d'effectif qui fait défaut à la police ? Comme les travailleurs de Renault, de Boussac, des arsenaux et de Moulinex peuvent en témoigner, les flics qui les agressent tous les jours ne manquent pas, mais ils sont là pour réprimer les travailleurs, pas pour arrêter un patron.

## Arsenaux



# VIGILANCE A L'HEURE DES NEGOCIATIONS

Lire en page 12

GISCARD A MADRID

**Un brevet  
de démocratie  
pour  
Juan Carlos**



Lire en page 10

**COBA :  
premier bilan**

Lire en page 8

**Journée noire  
pour Bison futé**

7 millions de Français vont prendre la route avant le 3 juillet. Samedi aura été la journée noire des départs, selon le ministère des transports. En effet, les conseils prodigués auront certaines difficultés à être suivis cette année, car les départs de juillet coïncident avec un week-end.

**Marée noire :  
l'avis  
des sénateurs**

Les sénateurs réunis en commission d'enquête ont rendu leur rapport sur le bilan de la marée-noire de l'Amoco-Cadiz. La conclusion est : « L'armateur est responsable sans partage à l'égard des victimes, les Bretons, mais aussi l'Etat ». La facture qui servira de référence dans les discussions s'élève à 500 millions de francs.

Mais les autorités françaises ne sont pas blanchies par le rapport. Aux incohérences du système de collecte de l'information sur les mouvements de bateaux et de leur traitement s'ajoutent les conditions lamentables du déroulement du plan Polmar « C'est du domaine de l'irrationnel » disent les sénateurs-enquêteurs.

**J.J. S.S. invalidé**

Le conseil constitutionnel n'a pas de cœur ! JJSS avait eu bien du mal pour se faire élire avec 22 voix d'avance à Nancy et voilà que la haute instance juge que son élection était entachée d'irrégularité.

Il y aura donc une élection partielle à Nancy et JJSS devra compter ses « amis » car ils sont nombreux dans la majorité à souhaiter son échec. Le RPR c'est évident, pour qui il n'est qu'un bouffon mais aussi l'UDF dont il a été des fondateurs mais un fondateur encombrant.

# tribune libre

● **A la suite des violentes attaques de Marchais contre les groupes femmes, et du rapport de Madeleine Vincent au week-end «femmes» du PCF à Argenteuil (textes publiés dans L'Humanité du 13 juin), le groupe femmes du Crédit Lyonnais nous adresse le texte suivant :**

## QUE SE PASSE-T-IL AU PCF ?

Depuis des années, il était resté muet sur les problèmes des femmes qui semblaient étrangement en dehors de ses préoccupations ; et ses prises de position ont même été franchement réactionnaires sur certains sujets.

Depuis quelques mois, les pages de L'Humanité s'émaillent d'articles sur «La libération des femmes».

Serait-ce un revirement ?

Le rapport de Madeleine Vincent présenté à la réunion des femmes cadres du PCF nous enlève cette illusion : le PCF n'a pas changé sa ligne.

## L'ANALYSE RESTE CE QU'ELLE ÉTAIT

Si, depuis des années, le PCF dénonce la surexploitation des travailleuses par la société capitaliste (inégalités de salaires, conditions de travail), il ne va toujours pas plus loin.

Il n'a pratiquement pas avancé sur tout ce qui fait la spécificité de l'oppression et de la surexploitation des femmes ; il n'a jamais approfondi son analyse de la place des femmes dans la société et n'a jamais remis en cause leur rôle dans la famille. Or, ces deux éléments sont les fondements de la surexploitation et de l'oppression des femmes.

Tant que le rôle premier attribué aux femmes sera la reproduction, ainsi que toutes les tâches afférant à l'entretien des

enfants et la force de travail du mari, leurs fonctions économiques et sociales ne pourront être que secondaires.

Le capitalisme a tout intérêt à entretenir et accentuer le rôle traditionnel des femmes qui lui permet de leur nier le droit à l'emploi et de puiser dans cette réserve de main d'œuvre bon marché.

La valorisation de ce rôle traditionnel a aussi pour conséquence non négligeable de faire effectuer gratuitement dans le cadre privé de la famille toute une masse de travaux qui pourraient être socialisés.

Au XX<sup>e</sup> siècle, les femmes demeurent les «prolétaires des prolétaires.»

## L'OPPRESSION, CETTE INCONNUE

L'analyse de l'oppression, quant à elle, remet en cause les rapports entre les hommes et les femmes dans la société et, en particulier, l'exercice du pouvoir des hommes sur les femmes.

Et ça, le Parti communiste français qui, peut-être l'a compris, ne risque pas d'en parler puisque en tenir compte entraînerait une intervention différente parmi les travailleurs ainsi qu'un changement de sa ligne politique.

Le Parti Communiste Français s'en tient pour l'instant à sa théorie économiste pour les femmes comme pour le reste. Or, la surexploitation des femmes et leur oppression étant dialectiquement liées, dénoncer l'une sans dénoncer l'autre n'amènera pas un changement radical de la situation des femmes dans cette société, ni même dans

une société socialiste, puisque l'oppression c'est tout ce réseau de devoirs, de sacrifices, de contraintes, d'interdits, de mépris qui emprisonne les femmes dans le rôle de servante de l'homme : mère, épouse ou objet sexuel.

Si le Parti communiste avance aujourd'hui certaines revendications dans ce domaine, ce n'est pas sur la base de son analyse propre, mais c'est contraint et forcé par le débat devenu public, grâce au mouvement des femmes. Ainsi, pour le viol, si le PCF ne peut demander moins que l'application de la loi, il n'en est pas à mener une réflexion : pour lui, le viol n'est pas l'expression extrême de la domination quotidienne des hommes sur les femmes, mais la conséquence de la «*crise morale de cette société*».

Ne nous étonnons donc pas que le PC ne mène aucune action en faveur des femmes battues, des femmes abandonnées ou divorcées, des prostituées, etc..

## ET, DANS LA PRATIQUE, QUE FAIT LE PARTI COMMUNISTE ?

On aurait pu au moins s'attendre à ce que le Parti communiste ait mené des campagnes et des actions sur les inégalités, qu'il reconnaît ou qu'il est amené à reconnaître.

Or qu'a-t-il fait jusqu'à ce jour ? Nous avons beau chercher :

— Aucune manifestation, aucun meeting, aucune action spécifique sur le sous-emploi des femmes et le chômage qui les touche le plus durement (55 % des chômeurs, alors que les travailleuses ne représentent que 38 % de la population active), ni sur les inégalités de salaires (pourquoi aucun procès n'a-t-il été intenté par le PC pour faire appliquer la loi de 1972 ? Suffit-il de dire, comme dans le rapport, qu'aucun employeur n'a été poursuivi en 5 ans ?).

— Aucune action massive et nationale sur les crèches, sur les collectifs sociaux (laveries et restaurants municipaux, de quartiers, etc...) pour décharger les femmes de leur double journée écrasante ;

— Rien non plus bien évidemment sur l'avortement, le viol, etc... Les revendications ne sont accompagnées d'aucune lutte sur les quartiers pour exiger la prise en charge des IVG par les structures hospitalières ; aucune action non plus contre tout ce qui incite au viol...

En bref, le Parti communiste se borne à déposer seul des propositions de lois-cadres (1974, 1977) ou, de temps à autre, à suggérer des réformettes n'ayant aucune chance d'aboutir au Parlement sans mobilisation.

Quant aux mesures pratiques prévues par le Programme commun, elles sont bien modérées et très insuffisantes. La lutte pour la libération des femmes n'est toujours pas une priorité.

Le seul acquis positif du PC est l'intégration des femmes dans ses structures, puisque :

— la proportion des femmes PC, cadres ou élues au Parlement, est la plus forte de tous les partis. Cependant, pour nous, elle demeure très insuffisante ;

— les femmes représentent 32 % des adhérents.

Mais quels pouvoirs réels ont les militantes du parti ? Peu, si l'on en juge d'après la récente prise de position publique de certaines militantes contestataires en faveur du féminisme et d'après la réponse (ou plutôt la fin de non-recevoir) de la direction.

## LE MOUVEMENT AUTONOME DES FEMMES ?

Que le Parti communiste soit, comme les autres grands partis politiques, en retard dans son analyse et sa pratique est une chose, mais qu'il nie ce retard et dénigre le Mouvement des femmes en est une autre.

Les accusations contenues dans le rapport contre les Groupes Femmes montrent bien à quel point le Parti se sent faible dans ce domaine.

Le PC a le culot de s'approprier les idées (sans les digérer) et les victoires du mouvement autonome. Il aurait gagné la bataille sur l'avortement. Cela n'étonne personne, chacun ayant remarqué les nom-

breuses actions du PC à ce sujet, sa pratique des I.V.G., ses manifestations répétées, etc.

Selon le PC aussi, le gouvernement aurait «reculé» pour l'extension de 2 semaines du congé de maternité. Le PC, là aussi, s'est distingué, tout le monde s'en souvient.

Pour le PC qui se considère «à l'avant-garde sur la question des femmes comme sur les autres», «les initiatives des Groupes Femmes ont été gonflées par les mass-média». Il nous semble plutôt que la grande presse fait le silence sur nos analyses et nos luttes, nous tourne en dérision, nous méprise et déforme nos idées. En tous cas, l'Humanité, quant à elle, n'a jamais donné une seule information sur les Groupes Femmes.

Cela résulte sans doute de l'analyse du Mouvement des femmes par le PC. Pour lui, tout est simple :

- 1) Il fait le jeu des réformistes ;
- 2) il est noyauté par le PS et la LCR ;
- 3) il divise la classe ouvrière.

Sur le premier point, il est certain que le Gouvernement essaye de récupérer à son profit les contestations des féministes. Mais personne n'est dupe de ses mesures bidons : Secrétariat à la condition féminine, signature des feuilles d'impôt, réformes insuffisantes, etc. Mais les quelques acquis, partiels certes (avortement, loi sur le divorce, etc) sont tout de même là, grâce à la mobilisation du mouvement des femmes.

L'accusation de «noyautage» par le PS et la LCR prouve que le PC ne conçoit pas d'organisation autonome des femmes. Sans doute n'a-t-il jamais pu imaginer que les femmes, sans l'aide des partis et donc des hommes, puissent se regrouper pour lutter.

Le Mouvement rassemble des femmes de toutes tendances, y compris de la LCR, mais qui y viennent pour mener une lutte féministe commune et non pour matraquer leur ligne politique.

En ce qui concerne le PS, son intérêt pour les femmes est trop récent (dernière campagne électorale) pour qu'il en soit déjà à essayer de noyauter le Mouvement.

Quant à «diviser la classe ouvrière» l'accusation n'est pas nouvelle. Tous les représentants mâles de la classe ouvrière ont opposé cet argument aux militantes qui osaient poser les problèmes des femmes de la classe ouvrière. Est-ce de la mauvaise foi ou un manque d'analyse ?

Prétendre que notre lutte se résume à «une agitation de toute nature dirigée contre les hommes en général et non contre le pouvoir et le grand patronat» prouve :

— que le PC ignore l'existence et l'action des Groupes Femmes d'entreprise (plus de 40 sur la Région parisienne) ;

— qu'il ne tient pas compte du courant «Lutte de classes - Lutte de femmes» ;

— qu'il ignore notre mot d'ordre «pas de socialisme sans libération des femmes, pas de libération des femmes sans socialisme».

Dans le fonds, cela ne nous étonne pas. Hors du PC point de salut. La seule réponse qu'il donne aux travailleuses est «rejoignez le PC», c'est lui qui vous libérera.

Tout cela nous confirme dans notre analyse :

Nos idées se répandent de plus en plus parmi les femmes de la classe ouvrière; ne nous étonnons pas alors que le PC cherche à récupérer un mouvement qui lui échappe.

Seul le Mouvement autonome des femmes nous permettra, par nos luttes, de faire des avancées significatives dans cette société et d'atteindre nos objectifs, c'est-à-dire une société socialiste où nous ne serons ni surexploitées ni opprimées, mais où nous serons autonomes et reconnues à part entière.

Si, contrairement au PC, nous ne déposons pas de loi-cadre à l'Assemblée nationale, par contre, nous continuerons à approfondir notre analyse, à lancer des campagnes de dénonciation, à mener notre combat.

Pas de socialisme sans libération des femmes - Pas de libération des femmes sans socialisme !

Groupe Femmes Crédit Lyonnais.

## LUTTES OUVRIERES

### Moulinex

## LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES EXAMINENT LES PROPOSITIONS DE LA DIRECTION

Vendredi matin, à l'heure de la reprise du travail, grévistes, direction, et CRS se retrouvent encore une fois face à face à Alençon. Une minorité de gens rentrent dans l'usine pour reprendre le travail... Mais la grosse majorité refusent de rentrer tant que la direction maintiendra les flics dans l'usine. Les représentants syndicaux ont informé les travailleurs des négociations qui avaient repris jeudi. La direction propose une augmentation de 90 F pour les salaires de 2 000 F au 1<sup>er</sup> juillet puis une augmentation de l'ensemble des salaires de 6 % et étalés jusqu'à la fin de l'année.

On est loin des «400 F pour tous, tout de suite !». En ce qui concerne les autres revendications, des réunions bi-annuelles sont prévues entre les syndicats et la direction, ce qui n'engage guère la direction. La 5<sup>e</sup> semaine de congé serait discutée dans ce cadre en novembre. Pour ce qui concerne le paiement des ponts, il y a

un refus très net, la direction prétextant qu'elle a reporté le paiement sur l'augmentation des salaires ! Aucune sanction, ni poursuite ne sera prise pour faits de grève et la direction propose de ne rien retenir sur les salaires mais de faire récupérer les jours de grève sur une année, et les retenir si les jours ne sont pas récupérés.

À Alençon, une assemblée générale de tous les grévistes devait avoir lieu à 9 h vendredi afin d'examiner la réponse à y apporter.

Un gala de soutien est organisé à Alençon à la salle des fêtes par l'Inter-syndicale et les partis politiques. La préparation est prise en charge par les grévistes. Une garderie pour les enfants est prévue. Le gala se terminera par un bal populaire : l'orchestre sera composé par des travailleurs de Moulinex.

La journée de jeudi a été difficile à l'usine de Marmers à quelques kilomètres d'Alençon. La direction a tenté un coup de force

contre les grévistes qui occupaient l'usine. Elle a cherché à monter les non-grévistes contre les grévistes. Encadrés par la maîtrise, les non-grévistes ont chargé le piquet pour reprendre l'usine. Les grévistes se sont organisés pour riposter : les travailleurs de Moulinex Alençon, ainsi qu'une vingtaine de gars de l'usine Carrier d'Alençon sont allés prêter mains fortes aux grévistes et ont repoussé les assaillants. Vendredi matin la direction a préféré faire repartir les non-grévistes chez eux.

Le délégué syndical qui a participé aux négociations est allé à Marmers vendredi matin, expliquer la proposition de la direction et montrer que les manœuvres de la direction ne servent à rien. Le travail ne reprend pas chez Moulinex. L'usine de St Lô, dernière usine à se mettre en grève, est occupée depuis mercredi. À Caen la grève continue. Dans toutes les usines, les AG des travailleurs doivent discuter des propositions de la direction.

# Comité Central du RPR DEMARCATI A PEU DE FRAIS

Le Comité central du RPR vient de se tenir, suivi d'une conférence de presse de Chirac. Dans la période, après l'affaire de la mairie de Paris, la grogne du RPR a quelques raisons de s'exprimer. Le thème du comité central, consacré à la situation économique et sociale, aura permis au RPR de beaux accents de démagogie.

Le comité central du RPR est «de plus en plus préoccupé par le développement du chômage, la hausse des prix et l'atteinte ainsi portée à la dignité et au niveau de vie des Français». En tout cas, c'est lui qui le dit.

Le rapport sur la situation économique fait une large place au développement du chômage, de la hausse des prix, qui, découvre-t-on, «dans la vie de tous les jours est vécue comme une amputation du pouvoir d'achat». On rappelle que Barre «nous assurait que la hausse des prix ne dépasserait pas 6,5 % par an, réajustée ensuite à 8 %. Or, nous en sommes largement à plus de 10 %. Il n'a apparemment pas mieux fait que son prédécesseur, contrairement à ce qu'il dit souvent». Ce qui n'est pas très magnifiant, même pour le prédécesseur.

Tout le rapport est ainsi un commentaire de la politique gouvernementale, comme si le RPR n'était en rien co-responsable de la situation ainsi créée. La panacée reste donc la relance, en développant les industries de pointe. Pour la résorption du chômage, des propositions pour le moins dangereuses : sous prétexte de revalorisation du travail manuel, une hausse des plus bas salaires (jusqu'à rien à dire...) qui devrait permettre de «remplacer progressivement une partie des travailleurs venus de l'étranger, dont le nombre, en regard de la situation économique actuelle, paraît anormalement élevé». Le RPR se propose donc, sans le dire ouvertement, d'expulser des travailleurs immigrés en grand nombre. Ce point de son programme commence à être appliqué par les attaques

gouvernementales contre les travailleurs des foyers Sonacotra et contre les grévistes des presses de Renault-Flins.

## NON AUX MESURES D'OUVERTURE

Le comité central du RPR a également pris position sur les récentes propositions de Giscard concernant la proportionnelle aux municipales, le cumul des mandats et le financement des partis. Il approuve le principe du financement des partis, mais exprime «des plus expresses réserves à l'égard de toute initiative tendant à restreindre la liberté de choix des électeurs sous le prétexte de limiter les cumuls des mandats». Il est vrai qu'on doit se sentir visé quand on est à la fois maire de Paris, député de Corrèze et président de conseil général.

C'est une nette opposition qui s'exprime contre «toute réforme de loi électorale tendant à introduire la proportionnelle pour les communes de plus de 30 000 habitants». On peut

aisément en comprendre la raison : l'introduction de la proportionnelle n'implique plus la constitution de coalitions. Une telle mesure, si elle est adoptée, serait donc un élément de plus de la tactique giscardienne de diviser les alliances existant à l'heure actuelle pour avancer dans ses tentatives de gouverner au centre. On conçoit donc le refus du RPR. Mais, comme le PS vient d'annoncer qu'il était favorable au projet giscardien (le PCF étant contre), on peut prévoir, lorsque le projet viendra devant le parlement, une belle bataille. Si le PS et l'UDF votent ensemble le même texte, le scrutin sera plus serré, — et peut-être sera-t-il adopté par une majorité de centre gauche, celle-là même dont rêve Giscard. Encore cela dépendra-t-il en partie de la discipline du groupe RPR. Le rapport devant le comité central affirme sereinement : «Le groupe tout entier est unanime derrière Jacques Chirac». Lors de la bataille du perchoir, cela n'avait pas été si évident.

François NOLET

## Les J.C. à Cuba

### Un festival sur fond de bruits de bottes

En présence de quelques centaines de jeunes seulement s'est tenu à la Mutualité, à l'appel de la JC, un gala dit anti-impérialiste, pour appuyer l'envoi d'une délégation à Cuba. Les organisateurs n'avaient pas voulu prendre de risques : ni débats, ni stands. Mais une large partie culturelle avec des groupes d'Amérique latine, qui se clôturait par un film sur Cuba : qu'on se rassure, il ne s'agissait pas de montrer les exploits guerriers des troupes cubaines en Afrique au service des intérêts soviétiques ; le film portait sur l'agression américaine de la baie des Cochons : mieux valait évoquer le passé plutôt que l'activité actuelle des troupes cubaines.

La seule intervention politique, celle de Zarka, coincée en sandwich entre deux groupes de chanteurs, évitera soigneusement les problèmes épineux, se taillant un succès facile en dénonçant l'intervention française en Afrique et le tortionnaire Éru-lin, et clouant au pilori, comme il est habituel ces derniers temps, les socialistes, dont l'organisation de jeunesse vient de se

retirer de ce festival. Il y verra une preuve de plus du virage à droite du PS, tout en se félicitant de la présence de jeunes gaulistes, qui apparemment ont viré à gauche.

Il n'aura que quelques mots rapides pour expliquer que «nous assistons à une campagne anti-cubaine», l'argument habituel pour éviter de parler du fond du problème. «Qui pourrait croire que nous aurions toléré une intervention, d'où qu'elle vienne, dans les affaires intérieures d'un autre pays ?» En somme, jugez-nous sur notre bonne mine. Les activités cubaines en Afrique ne doivent pourtant pas être bien vues des Africains, à en croire l'absence quasi-totale à ce gala d'étudiants africains, pourtant nombreux à Paris.

L'enthousiasme n'était pas non plus du côté des vendeurs de vignettes, qui vous accostaient pour tenter de vous soutirer votre argent, mais se défilèrent bien vite dès qu'il s'agissait d'expliquer les activités cubaines en Afrique. La direction de la JC a sans doute gagné à ne pas avoir organisé de débat.

## Renault : 29 milliards de chiffre d'affaire

Le PDG de Renault, Vernier Palliez, a présenté cette semaine les comptes de la Régie pour 1977. Des comptes qui montrent que le refus de la direction de donner satisfactions aux travailleurs en lutte n'a aucune justification économique, et qu'il faut chercher les raisons de l'intransigeance patronale dans des motifs politiques.

Le chiffre d'affaire du groupe Renault pour 1977 s'élève à quelque 28,6 milliards de francs, soit une augmentation de 11 % par rapport à l'année précédente. La régie versera donc à l'Etat 210 millions de francs sous forme d'impôts, et 130 millions sous forme de dividende. Pour la première fois depuis l'ordonnance de 67, sur la participation (applicable à Renault en 70), les 107 000 salariés de la Régie vont toucher les re-tombées — bien minces il

est vrai — de la participation aux bénéficiaires.

Dans l'ensemble des usines à travers le monde, les travailleurs de Renault ont fabriqué en 77, 1 737 000 véhicules. C'est un nouveau record de production pour la Régie, record dû largement à l'augmentation des cadences.

Si tout va bien dans le secteur automobile de Renault (69 % du chiffre d'affaire global), il n'en est pas de même dans les entreprises de «diversifications», qui exploitent au total 137 000 travailleurs. La machine-outil a connu des difficultés, et surtout les poids-lourds. Le déficit y a été de 250 millions de francs en 77, ce qui fait envisager des licenciements à la direction, même si la fusion définitive Berliet-Saviem reste prévue pour octobre.

## Le Quotidien du Peuple-Magazine va bientôt paraître

Les lecteurs qui veulent recevoir un ou plusieurs numéros du Magazine du Quotidien du Peuple, pour le diffuser autour d'eux cet été, doivent nous en passer commande dès aujourd'hui.

## Lecteurs de la revue du CERES : moins de 3 % d'ouvriers

Dans son dernier numéro, *Repères*, la revue du CERES publie quelques chiffres sur ce que sont ses lecteurs. Comme on peut supposer que les lecteurs de *Repères* sont aussi membres du CERES pour la plupart, on peut avoir une idée approximative de ce qu'est «l'aile gauche» du parti socialiste : 95 % des lecteurs de *Repères* sont des hommes. 48 % ont entre 30 et 40 ans, et seulement 4 % ont plus de 50 ans. 26 % des lecteurs de la revue du CERES sont des enseignants, 24 % des étudiants, 20 % des fonctionnaires, 12 % des employés, 6 % des membres de professions libérales, 4 % des retraités, 2 % des agriculteurs et seulement 3 % sont des ouvriers ou des artisans. Voilà qui devrait faire réfléchir un courant qui se targue de privilégier son implantation dans les entreprises.

## Une délégation du PCUS en France pour enquêter sur le PCF

Pendant une semaine, une délégation du parti révisionniste soviétique, conduite par un membre du Comité central, a mené une enquête très approfondie. Reçue tout d'abord par Gremetz, membre du BP, elle s'est rendue dans les fédérations de la Somme, de l'Aisne, de la Marne et de la Seine et Marne. Elle a également visité *l'Humanité*. A la fin de son enquête, elle s'est entretenue avec Jacques Denis, responsable du secteur international du PCF et Gaston Plissonnier, dont on sait qu'il a la haute main sur l'organisation du parti révisionniste.

Le même jour, Etienne Fajon recevait le responsable du «Département de relations extérieures» du PC de Cuba. La discussion a porté «sur certains aspects de la situation internationale».

## De l'efficacité de certaines formes de lutte

Jeudi après-midi, du côté de l'Assemblée nationale, on pouvait constater un déploiement inhabituel de forces de police. Un observateur naïf aurait pu croire qu'une manifestation d'importance se déroulait. En cherchant bien, on découvrait une vingtaine de personnes, encadrées par des flics. Il s'agissait d'une délégation des travailleurs hospitaliers de Sainte-Anne, en fait presque uniquement des délégués.

- Pourquoi ce déploiement policier ?
- Nous voulions aller en délégation auprès des groupes du PS et du PC à l'Assemblée, et on veut nous en empêcher.
- Mais quelle pourrait être l'efficacité de cette délégation ?
- Eh bien, nous sommes déjà allés au ministère. Nous avons été reçus par le directeur des hôpitaux, par le directeur de la DGASS. Ça n'a rien donné, alors...
- Mais qu'attendiez-vous de cette délégation ?
- Eh bien, on pensait que peut-être les groupes parlementaires de gauche pourraient faire fléchir le gouvernement. Enfin non, remarquez, on n'y croit pas vraiment. Enfin...

## Paris 20<sup>e</sup> Place aux luttes !

Solidarité avec les travailleurs en lutte de Moulinex, des Arsenaux, de Renault, de Boussac...

### REUNION INFORMATION DEBAT

Projection d'un montage diapos sur les luttes des OS de Renault-Flins.

VENREDI 30 JUIN. 20 h 30  
AGECA. 177 rue de Charonne

PCR ml 20<sup>e</sup>

**Le Quotidien du Peuple est en vente l'après-midi à Paris et le matin en province**

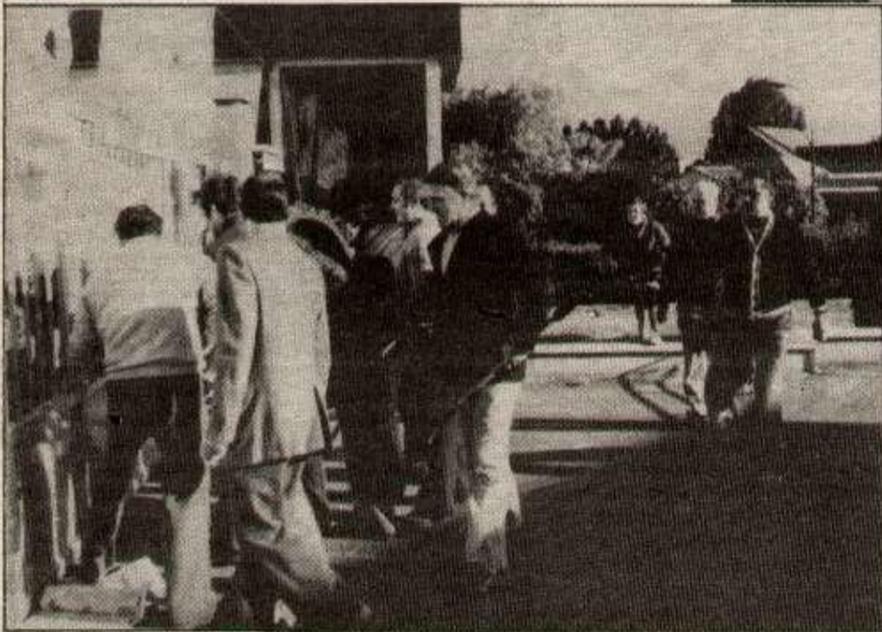
# AVEC LES OUVRIERES DE MOULINEX



▲  
Amelaine (à gauche) et Georges, les 2 patrons de Moulinex Alençon présents chaque jour pour tenter, en vain, de faire reprendre le travail.



▲  
«Tous les O.S. sont exploités et ils veulent à tout prix gagner. Le patron, lui, devra céder car on ne veut pas reculer»  
(sur l'air du Travail c'est la santé)



Reportage de Nadine CHATRAS

▲  
Les cadres attaquent le piquet de grève par derrière les grilles. Au fond, une gréviste se prépare à intervenir avec ses camarades.



L'intervention des CRS n'entame pas la détermination des grévistes ▶

# Avec les travailleurs immigrés des foyers en lutte : faire échec à Stoléru

## FOYERS CERCUEILS, FOYERS PRISONS

A y regarder de plus près, la motivation humanitaire paraît bien mince, comparée au double avantage tiré par l'Etat du logement en foyer : d'abord une quantité appréciable de millions escroqués aux résidents des foyers, ensuite un encadrement systématique des immigrés sur le lieu de leur logement. Le temps est fini de bidonvilles incontrôlables où le logement (et pour cause) échappait au cycle du profit.

### QUATRE METRES CARES ET DEMI

Mais cette double opération lucrative et policière du logement des immigrés s'est heurtée depuis plusieurs années à un obstacle de taille : la lutte des immigrés eux-mêmes. Voyons d'abord les conditions de logement et les profits auxquels il donne lieu...

En ce qui concerne les foyers Sonacotra, qui constituent un peu plus du tiers du parc existant, les chambres sont toutes de dimension inférieure à la norme administrative des 9 mètres carrés minimum : 4,5 m<sup>2</sup> ou 6 m<sup>2</sup> (9 m<sup>2</sup> pour 10 % d'entre elles environ). Ces chambres minuscules sont obtenues par la division en deux d'une chambre ordinaire. Il est bien évident qu'une fois installés le lit, le placard et quelquefois le lavabo, il n'y a plus de possibilité pour se retourner dans un tel logement. Ajoutez-y le bruit fait par le voisin, à peine atténué

● Le pouvoir ne s'est jamais fait faute de célébrer l'action entreprise par lui pour supprimer les bidonvilles comme extrêmement humanitaire, et comme témoignage de cette activité bienfaitrice du pouvoir et du patronat, on vous citera volontiers les foyers pour travailleurs migrants, et notamment les plus modernes d'entre eux, construits et gérés par la Sonacotra.

Mais voyons ce qui se cache derrière ces façades.

par quelques millimètres d'une cloison de contre-plaqué. Le prix à payer pour un tel confort est en moyenne de 270 F mensuels, mais il peut être plus élevé : jusqu'à 400 F.

Ajoutez à ces éléments de confort une cuisine collective de 6 à 9 m<sup>2</sup> équipée de quelques réchauds pour 10 résidents, des douches (1 pour 10) dont certaines seulement sont en état de fonctionnement, vous avez une idée à peu près complète des conditions de logement dans ces foyers Sonacotra qui sont pourtant classés comme ce qui se fait de mieux.

### IL Y A PIRE

Car bien sûr, à côté de ça, les foyers continuent d'exister en grand nombre. Ici, la promiscuité et l'insalubrité prennent des proportions qu'on n'imagine pas. Il faut avoir vu ces salles communes divisées en boxes avec, dans chacun, des lits superposés. Il y a aussi les cités de transit, les cités d'urgence, etc.. Au total, toute une gamme de logements insalubres et au rabais pour immigrés. Tous gérés par des sociétés ou associations ayant pignon sur rue. En plus de la Sonacotra, présidée par le député gis-

cardien Claudius Petit, et ses filiales Logirep, Logirem... il y a l'Adep, l'Aftam, l'AFRP, etc..

### COMME UN FEU DE PAILLE

Il se manifeste un non-respect à peu près général des normes de sécurité. Sans compter qu'ils sont exiguës et chers (quand 10 résidents occupent l'équivalent d'un F 6, payant chacun 280 F plus charges, faites le total : 2 800 F. On est loin du loyer HLM d'un F 6). En plus, ces logements sont dangereux :

- Villejuif, octobre 76 : 2 morts dans l'incendie du foyer Sonacotra, qui s'enflamme en un rien de temps.

- Nanterre, février 77 : incendie de la cité de transit Sonacotra de Nanterre.

- Sedaines, septembre 77 : incendie dans un foyer Aftam à Paris : 3 morts.

- Saint-Denis, mai 78 : incendie dans une cité de transit Sonacotra. Ça flambe comme à Pailleron !

### PRIVÉS DE LIBERTÉ

Outre le scandale du prix à payer pour ces foyers-cercueils, ce qui justifie la revendication d'une baisse de 100 F des loyers pratiqués, une autre caractéris-

tique de ces foyers, c'est d'être des foyers-prisons.

Le mot est trop fort ? Jugez vous-mêmes : dans chaque foyer sont installés des gérants dont la principale qualification est l'expérience militaire acquise dans les campagnes coloniales. Et dont la principale activité est de susciter la division raciale et de pratiquer l'intimidation (s'il le faut en maniant le pistolet ou en utilisant les chiens policiers) à l'égard des résidents.

Si les résidents n'ont pas le droit de recevoir de visites au-delà de 22 heures (et encore, le droit de visite dans la journée est soumis au contrôle du gérant), par contre, les gérants ont tous les droits pour pénétrer comme ils l'entendent dans les chambres des résidents. Le droit de réunion est formellement reconnu, mais avec toutes sortes de restrictions qui font que son exercice est entièrement dépendant de l'approbation du gérant.

Bref, la vie dans les foyers est synonyme de contrôle permanent et de privation de liberté. Voilà pourquoi les résidents exigent à la fois l'abolition de l'actuel règlement intérieur, la suppression des gérants en place et leur remplacement par de simples concierges, et enfin le statut de locataires. Ce statut leur est refusé, bien que l'administration des impôts ne les oublie pas quand il s'agit de payer les taxes locatives.



## Au foyer, à l'usine, une même exploitation à combattre

● Dès le 4 juillet et toute la première quinzaine de ce mois, une série de procès vont se tenir dans toute la région parisienne, contre une centaine de délégués et de résidents combattifs des foyers Sonacotra, dont plusieurs sont en lutte depuis plus de 3 ans.

Ce que recherche Stoléru avec ces procès, ce n'est pas récupérer l'argent, mais casser la lutte en expulsant ces travailleurs. Mobilisons-nous dans les quartiers, dans les usines, pour faire échec à Stoléru l'expulseur !

Depuis le 19 mai à Renault Flins, c'est près de 600 O.S. immigrés qui luttent pied à pied pour obtenir le passage à la qualification de P 1 et 300 francs pour tous. Jamais la direction de l'usine n'a accepté d'accorder une seule de ces revendications ; la seule réponse qu'elle ait faite, c'est la répression. Par deux fois elle a envoyé les flics contre les grévistes qui occupaient l'atelier des 184 grandes presses de Flins. Mercredi 28 juin, ce sont les nervis de la direction armés de barres de fer qui ont voulu chasser les grévistes prenant ainsi la suite peu glorieuse des flics. Mais pas plus que ces violences, les menaces de licenciement qui pèsent sur 67 ouvriers et 5 délégués syndicaux n'ont entamé la volonté de lutter de ces ouvriers. La lutte est quotidienne pour ces immigrés qui ne quittent l'usine que pour le foyer.

Après une journée de travail au milieu du bruit assourdissant des presses, ils doivent subir de longs transports en car. Seule la grève avec l'occupation a rompu pour quelques semaines ce cycle épuisant. On pourrait multiplier les exemples, prenons celui des travailleurs qui habitent Paris.

Chaque jour, deux cars conduisent les résidents du foyer de la porte des Lilas vers Flins. Il y a 45 minutes de trajet mais après les huit heures de travail, il leur faut attendre encore 20 minutes que tous soient sortis. Le soir, les autobus sillonnent Paris ; en tout le voyage a duré deux heures. Durant la journée de travail, ils ont donné toutes leurs forces sur les presses, après ils s'écroulent dans le car où ils dorment. Aussi la lutte farouche qu'ils ont entreprise contre la Régie est de celles qu'ils ne peuvent laisser en chemin, Renault

ne peut plus longtemps exploiter ces O.S. et les rejeter ensuite sans qu'ils se révoltent. Dans la lutte, ils ont forgé une unité que le patron a cherché à briser par la force sans y parvenir. Cette lutte, ils sont nombreux à la poursuivre en dehors de l'usine, dans de nombreux foyers ; à Paris, mais aussi dans les villes proches de Flins. Là aussi ils mènent des luttes contre les augmentations de loyers. A Mantes, au foyer de la Soundiata, le comité de résidents est activement soutenu par la section syndicale CFDT de l'usine Renault Flins ; les militants ouvriers étant actifs dans les foyers et à l'usine, cette liaison allait de soi.

Le comble dans la sinistre liste des exactions de la Régie à l'encontre des travailleurs immigrés est la pratique du prélèvement automatique du loyer sur les salaires. Sous prétexte que la Régie cogère les foyers ALTE, dans celui de Limay c'est 330,15 francs qui sont prélevés sur la feuille de paye que montre un travailleur, pour une des 460 chambres du foyer. A quand le jour où la Régie décidera de tenir elle-même les comptes des ouvriers, leur accordant tout juste de l'argent de poche.

Tout cela est inadmissible mais ne semble pas émouvoir la justice.

La lutte que mènent les travailleurs dans les foyers est un autre aspect d'un même combat qui se poursuit aujourd'hui aux presses ; c'est le refus de travailleurs de subir plus longtemps l'exploitation capitaliste au travail et hors de l'usine, dans les foyers.

*Cette série d'articles a été réalisée en commun par les rédacteurs du Quotidien du Peuple et de L'Humanité Rouge.*

### On attend un démenti !

Le 9 juin 1978, le secrétaire d'Etat Stoléru donnait une interview au journal «La Croix». Dans cette interview, Stoléru tente de justifier les mesures de répression décidées par lui à l'encontre des résidents des foyers Sonacotra.

Il déclare notamment : «Au 1<sup>er</sup> juillet, tout le monde devra payer sa redevance. Il appartiendra à cet effet aux organismes gestionnaires des foyers d'utiliser tous les moyens normaux dont ils disposent. Ils auront l'appui des pouvoirs publics pour ce qui est de la mise en œuvre des décisions judiciaires qu'ils demanderont, saisies-arrests ou expulsions»...

- Cela annonce beaucoup de tension dans les foyers ?

- Stoléru : «Je suis pour une politique de courage et de vérité. Or, il s'agit tout simplement de revenir à une situation normale. Nous serons très fermes pour appliquer des lois qui sont les mêmes pour tous.

J'ai expliqué notre position aux organisations syndicales : elles reconnaissent que la situation actuelle n'est pas acceptable, car elle est profondément choquante.»

De deux choses l'une : soit Stoléru est un menteur et les syndicats mis en cause (CGT, CFDT, FO) doivent fournir un démenti. Soit il dit vrai...

### Dès le début juillet : une centaine de résidents devant les tribunaux

Le 4 juillet, le foyer d'Elancourt au Tribunal de Rambouillet.

Le 5 juillet, les 4 foyers d'Argenteuil au Tribunal de Sannois à 14 h.

Le 7 juillet, les foyers de Saint-Denis et de Pierrefitte au Tribunal de Saint-Denis, à 14 h ; le foyer d'Ivry, au Tribunal d'Ivry, à 14 h ; le foyer de Sainte-Geneviève des Bois au Tribunal de Longjumeau, à 9 h.

Le 10 juillet, le foyer de Chelles, au Tribunal de Lagny.

Le 13 juillet, le foyer d'Ermont, au Tribunal de Montmorency, à 14 h.

Le 12 juillet, le foyer de Montreuil, au Tribunal de Montreuil, à 10 h.

Le 31 juillet, le foyer de Bagnolet, au Tribunal de Bobigny.

De toute évidence, en multipliant le nombre de lieux d'assignation devant les tribunaux, tout au long du début juillet, le gouvernement espère rendre la mobilisation plus difficile. Détrompons-le, en étant le plus nombreux possible à ces procès !

## echos des casernes

### Les comités de soldats de la BA 705 et de l'EAT de Tours communiquent :

Les comités de la Ba 705 («La cigogne en rogne») et de l'EAT de Tours («Un train peut en cacher un autre») réclament la libération immédiate et la réintégration dans leur corps d'origine de tous les soldats emprisonnés et mutés pour avoir signé la pétition nationale pour les transports gratuits et le droit au repos hebdomadaire pour tous les soldats. Une fois de plus, la hiérarchie tente de museler les luttes des soldats dans l'acquisition de leurs droits démocratiques élémentaires. Ces comités, comme le montre leur pratique quotidienne, affirment la nécessité pour tous les soldats de lutter pour le droit d'organisation et d'expression dans les casernes sous quelque forme que ce soit.

### Communiqué du comité de soldats du 403<sup>e</sup> régiment d'artillerie de Chaumont

#### DEVAIT-ON BOYCOTTER LA COUPE DU MONDE EN ARGENTINE ?

Oui, parce que Videla s'est servi de la Coupe pour détourner l'attention internationale. A l'ONU, malgré l'opposition du Chili, de l'URSS, etc... il a été prouvé que les droits de l'homme étaient bafoués en Argentine.

Oui, parce que le football ne se joue pas entre les camps de concentration.

Nous, soldats, dénonçons les manœuvres de Giscard. Au Tchad, au Sahara, sous des prétextes fallacieux de sauvegarde des ressortissants français, Giscard envoie les paras.

En Argentine, plusieurs dizaines de Français sont emprisonnés ou portés disparus. Que fait Giscard ? Rien. Mieux encore, en France, quand les antifascistes ont voulu manifester leur dégoût au régime tortionnaire de Videla, il a interdit la manifestation et envoyé ses flics.

Nous, soldats, soutenons toutes les initiatives qui ont visé à démasquer la junte. Nous soutenons tout ce qui tend à l'isoler, à montrer à l'ensemble des soldats et des travailleurs le vrai visage de cette «tendance démocratique» (aux yeux de certains...) qu'est le général Videla.

La France, l'URSS, l'Allemagne, etc., en refusant de boycotter la Coupe du Monde en Argentine, ont refusé de soutenir la lutte du peuple argentin, pour ses droits démocratiques, pour son indépendance nationale.

Nous, soldats, en nous solidarissant à la campagne de boycott, avons le sentiment de contribuer à isoler la junte fasciste, et de soutenir le peuple argentin dans sa lutte.

- Oui au boycott de la coupe du monde en Argentine !
- A bas le régime dictatorial, fasciste et militaire de Videla !
- A bas les complices du général Videla !
- Vive la lutte antifasciste, anti-impérialiste et anti-hégémonique du peuple argentin !
- Soldats, soutenez les initiatives du COBA ! (Boycott de la coupe du monde en Argentine).

### Souvenirs de Canjuers

On attendait ces manœuvres depuis des semaines. Chacun cherchait la planque pour ne pas y aller. 3 à 5 semaines sans permissions c'est le pied, tout le temps sous le froid avec les crevures sur le dos...

Le colonel Moreau nous avait promis au discours d'incorporation, qu'on visiterait plein de choses, comme les bateaux à Toulon par exemple. Mais rien du tout on s'est fait avoir.

La réalité ? Des soldats abrutis de fatigue, de froid (-15°), d'énerverment, et des gradés pleins du matin au soir. Des rassemblements inutiles où s'évanouirent une fois une dizaine d'entre nous, une fois une vingtaine... Des tentes chauffées avec du mauvais fuel, alors le dépôt bouchait vite l'évacuation du poêle, et des incendies de tentes de déclaraient. Des douches une fois par semaine, de la bouffe inégale ; des nuits blanches. La majorité d'entre nous attrapa au moins un rhume, ou une angine ou une grippe... Et combien ont été refusés à l'infirmerie alors qu'ils avaient de la température supérieure à 38°. Il a fallu 2 heures pour évacuer un soldat grièvement blessé dans une bagarre après avoir bu (seule activité permise...).

## INFORMATIONS GENERALES

### Le rapport annuel de la Cour des Comptes

## ET POUR QUELQUES SCANDALES DE PLUS...

● Comme chaque année à la veille des vacances, la Cour des Comptes a remis son rapport sur la façon dont l'Etat gère des dizaines de milliards de francs versés directement ou indirectement par les contribuables.

Comme chaque année, c'est un catalogue de scandaleux gaspillages. Comme chaque année,

La Cour des Comptes relève que les automobilistes parisiens, sur plus de cinq millions de contraventions en 1975 et 76, n'en ont payé que 10 % par timbre-amende. A l'opposé, ceux de Seine-Maritime en ont acquitté 67 %. A Paris, de plus, 60 % seulement des contraventions impayées sont transformées en amendes pénales fixes (par exemple le papillon de 120 F revient augmenté de 30 F). En cas de non-paiement la justice s'en mêle : l'ordonnance pénale — toujours avec le même exemple — porte l'amende à 160 F. Là encore, le recouvrement est difficile : en 1976, les «restes à recouvrer» d'amendes s'élevaient à plus de 1 milliard de francs, soit 60 % de plus qu'en 75. «Mauvaise volonté» bien compréhensible des automobilistes, mais aussi in-

nombrables erreurs dans l'énorme travail administratif exigé pour le recouvrement. Plus encore que le «modeste supplément de ressources» qu'entraînerait le recouvrement complet des amendes, c'est la «crédibilité» des contraventions que les austères magistrats de la Cour des Comptes estiment en jeu. Il y a gros à parier que, tenant compte, pour une fois, de leurs observations, le gouvernement décide une augmentation des contraventions, et une différence plus importante pour les amendes pénales fixes et ordonnances pénales.

Les coupables du gaspillage étant enfin trouvés — les contribuables au volant — l'Etat pourra continuer tranquillement à dilapider l'argent public. Dans l'attente du prochain rapport consacré à la comp-

l'oubli, favorisé par les vacances, passera là-dessus. En attendant la prochaine liste de scandales, la «Commission des suites» s'occupera avec lenteur d'une infime partie des dossiers. Une exception à prévoir toutefois cette année : le dossier «contraventions impayées» risque fort d'être examiné prioritairement.

tabilité des entreprises publiques, la Cour des Comptes relève que les coûts provisionnels du futur train à grande vitesse entre Paris et Lyon ont triplé en huit ans et observe que ce train fort coûteux sera pratiquement réservé à la clientèle de luxe. Autre constat inquiétant : les fonds publics versés à la SNCF en 78 équivalent aux recettes retirées du trafic, et à 5 % du budget de l'Etat, soit plus de 18 milliards !

Impossibilité de vérifier les sommes englouties dans «la plus importante opération d'aménagement sur fonds public d'un groupe de stations de sports d'hiver», variations spectaculaires du prix de la journée en médecine (511 F à Lyon, 262 F à Lorient) et en chirurgie (644 F à Lyon et 336 F à Thionville) forment quel-

ques-uns des autres dossiers.

Les universités, si elles sont pourvues d'un ministère et non plus d'un secrétariat d'Etat, continuent quant à elles à être incapables de connaître leurs effectifs précis. Conséquence : on se plaint partout du manque de postes, et en 1977, 1 500 étaient vacants ! Tel fonctionnaire ne paie aucun loyer pour une partie d'immeuble, rue Bonaparte, tel professeur, en plus des 75 heures — annuelles — statutaires fournit 230 heures supplémentaires, et payées en conséquence, etc.

Pendant ce temps, Barre vient affirmer solennellement aux smicards que l'augmentation de 40 centimes du SMIC horaire atteint «l'extrême limite des possibilités de l'économie»....

Claude ANCHER

### La proposition de loi sur le viol adoptée par le Sénat UN VOTE QUI NE SAURAIT TOUT RESOUDRE

Les sénateurs ont voté à l'unanimité, jeudi matin, la proposition de loi sur le viol présentée conjointement par Brigitte Gros (non-inscrite), Hélène Luc (PCF) et Robert Schwint (PS), avec des amendements dus essentiellement à Monique Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministère de la Justice.

Le texte commence par une définition du viol : «tout acte sexuel de quelque nature qu'il soit, imposé à autrui par violence, contrainte ou surprise».

Le texte aborde ensuite la répression du viol et l'aide aux victimes des violeurs :

— Les violeurs encourent entre cinq et dix ans de réclusion criminelle. En cas de viol collectif, ou si les victimes sont des handicapés physiques ou mentaux, la peine peut être portée à vingt ans.

— Sur soixante femmes violées, cinq seulement osent s'affronter au processus judiciaire — souvent humiliant — en portant plainte. Pour faciliter les démarches, le texte autorise les médecins à informer le Procureur de la République — après accord de la victime — du viol qu'ils auront constaté. Vote historique si l'on

pense que la législation sur le viol date du 19<sup>e</sup> siècle. Vote qui rend compte d'une certaine façon des luttes engagées par les femmes pour que le viol soit considéré comme un crime, pour que cesse la complicité bienveillante de la justice avec les violeurs.

En même temps, ce vote ne saurait tout résoudre. Au sein même du mouvement des femmes, le débat s'est engagé sur les dangers inhérents à la prise en mains des affaires de viol par la justice. Des peines très lourdes ont été infligées : jusqu'à vingt ans de prison. Ne sont-elles pas exagérément lourdes ? Les viol n'est-il pas à mettre en rapport avec un contexte général de la société capitaliste, de mépris de la femme, considérée le plus souvent comme un objet sexuel ? Enfin, comme en d'autres circonstances, la justice réagit-elle de la même façon vis-à-vis de tous les violeurs ? C'est le contraire que l'on constate : ainsi, l'appareil judiciaire a tout fait pour classer l'affaire des nerfs fascistes de la CFT qui avaient violé une jeune femme à Issy-les-Moulineaux. En ce sens, le vote de jeudi ne saurait à lui seul rendre compte de la lutte des femmes contre le viol.

### Les criquets pellerins UNE GRAVE MENACE POUR LES PAYS AFRICAINS

Les pays africains, notamment ceux de l'est et de la Corne de l'Afrique sont menacés par un fléau redoutable qui fait son apparition périodique depuis des temps immémoriaux : les essaims de criquets pellerins.

La FAO, qui dépend de l'ONU et qui est chargée des problèmes alimentaires dans les pays du Tiers-Monde, avait récemment alerté les services des pays africains des risques d'invasions de ces insectes.

Cette menace, qui met en péril des régions entières de culture dans des pays souvent en retard sur cette question, semble se préciser. Ainsi, une organisation africaine, l'OCLAV, signale plusieurs essaims en Somalie, dont un de 400 kilomètres carrés ! La menace est surtout réelle sur les pays d'Afrique de l'Est, où les pluies précoces ont favorisé le développement de ces essaims. En effet, le développement des essaims, est dû pour une part importante aux conditions météorologiques ; les pluies favorisent la fécondation et la reproduction de l'espèce. D'autre part, les essaims d'une ampleur très restreinte, peuvent se regrouper à la faveur des vents, moyen de locomotion des criquets du désert, qui convergent souvent vers des zones de pluies, d'où nouvelle possibilité de multiplication pour ces insectes. Ces regroupements

peuvent être gradués de centaines de millions d'individus à plusieurs milliards ! Et cet insecte polyphage (qui se nourrit de tout) qui pèse de 1,5 à 2 grammes peut dévorer son propre poids de nourriture par jour !

Ces noirs essaims, masquant le soleil, s'abattent à la tombée de la nuit dans un bourdonnement d'enfer, à la faveur des vents sur les cultures ou les oasis, pour leur œuvre destructrice...

Le lendemain, les champs cultivés avec peine, ne seront plus que des terres arides, même les écorces des arbres ne seront pas épargnées.

Les moyens de lutte se montrent insuffisants lorsque le phénomène a dépassé une certaine ampleur, et l'épandage terrestre et aérien d'insecticides n'a que peu d'effet, tout comme les moyens mécaniques : tranchées pour stopper la progression larvaire, lances-flammes, cercles de feu... Et la recherche biologique (inoculation d'un virus spécifique à l'espèce par exemple), n'est pas encore opérationnelle.

Pour enrayer la progression et le regroupement des essaims, il faudrait donc les traiter suffisamment tôt, mais les difficultés d'accès à certaines régions, empêchent une riposte efficace, les pays de l'Ouest africain risquent ainsi à leur tour d'être menacés.

## URSS-USA HORS DE LA CORNE DE L'AFRIQUE !

## Ethiopie

## LA POUSSEE SOVIETIQUE

● C'est à la faveur du changement de régime à Addis-Abeba en 1974 que l'URSS a développé son entreprise de main-mise sur l'Éthiopie. Et la lutte érythréenne perdra alors rapidement tout crédit aux yeux de la propagande soviétique, en étant cataloguée, après le coup d'État de février 77 où Mengistu triomphe, comme une «dangereuse lutte séparatiste», ayant perdu tout «contenu progressiste» parce qu'elle «affaiblirait» une Éthiopie devenue, ou en train de devenir «socialiste». La référence permanente des Soviétiques à la «défense de la révolution éthiopienne» n'est que le paravent derrière lequel ils n'ont cessé de s'abriter depuis 74, pour développer leurs manœuvres — concurrentes avec celles de l'impérialisme américain — pour le contrôle de l'Éthiopie.

Pendant deux ans, après le renversement d'Haïlé Sélassié, le Kremlin s'est efforcé de développer ses relations avec le DERG («Conseil militaire administratif provisoire») que la Pravda n'a pas hésité alors à caractériser comme le «meilleur gouvernement socialiste» de la région.

## LES AMÉRICAINS NE RESTENT PAS INACTIFS

Mais, durant cette «offensive de charme» des Soviétiques, les Américains ne restaient pas inactifs. Ainsi, de 74 à 77, les États-Unis ont continué d'être les premiers et de loin, dans l'«aide» militaire à la junte éthiopienne. Ce sont eux aussi qui ont financé les réformes, proclamées par le DERG. Ainsi, quand celui-ci proclame en mars 75, l'instauration de la «réforme agraire», les Américains lui fournissent aussitôt 31 millions de dollars pour la «mise en route» de ladite réforme.

C'est surtout au début de 77 que cet état de choses change, l'URSS parvenant à s'imposer à la junte, à la faveur des luttes de faction qui la déchirent. Le coup d'État de février marque l'échec d'une tentative faite par des éléments tels que Tiferi Bante, alors chef de l'État, et

favorables au maintien de relations importantes avec l'impérialisme US, d'assurer leur hégémonie au sein du régime. L'URSS s'ingérant grossièrement dans la conduite des affaires éthiopiennes, va appuyer à fond Mengistu. Cette opération bénéficie du soutien de groupes politiques tels que le Meison («Mouvement socialiste panéthiopien»). Celui-ci, issu du mouvement étudiant éthiopien, qui a largement contribué au renversement de Haïlé Sélassié, a joué le rôle de courtier dans le resserrement progressif des liens entre l'URSS et le DERG.

Disposant, au lendemain du coup d'État de février 77, d'atouts importants au sein du régime éthiopien, l'URSS s'est alors lancée dans un appui massif à celui-ci, essentiellement sur le plan militaire. Les États-Unis qui à travers le pacte de «défense mutuel» accordaient depuis plus de vingt ans à l'Éthiopie la part essentielle de leur «aide» militaire à l'Afrique, voient leurs «conseillers», établis à Addis Abeba, mis en demeure de quitter l'Éthiopie.

Le conflit de l'Ogaden, entre l'Éthiopie et la Somalie, devait servir de prétexte à l'envoi massif d'armes soviétiques à l'Éthiopie. Ceci signifiait aussi de la part de Moscou un

choix entre l'Éthiopie et la Somalie, qu'il avait longtemps retardé, espérant pouvoir maintenir son ingérence simultanément dans les deux pays.

## LA DÉMARCHÉ DE CASTRO

En 74, alors qu'il commençait s'immiscer dans les affaires éthiopiennes, le Kremlin renforçait ses relations avec la Somalie, signant avec elle un traité d'«assistance militaire». Ceci était conforme à la volonté de l'URSS de placer l'ensemble de la région de la mer Rouge et de la Corne de l'Afrique sous sa tutelle. Cette volonté se reflétait nettement dans la démarche effectuée en mars 77 par Castro, auprès des dirigeants somaliens et éthiopiens, pour leur faire accepter un projet dont les contours avaient été mijotés à Moscou, de confédération «socialiste» des États de la région, englobant, outre les deux pays, le Yémen du Sud, l'Érythrée, puis Djibouti... Mais le projet en question se heurta à l'hostilité du mouvement de libération érythréen, posant, comme préalable à tout regroupement éventuel, l'indépendance totale de son pays. Hostilité déclarée aussi du côté de la Somalie, où prenait corps un mouvement défavorable à la présence soviétique. Le régime somalien avait d'ailleurs affirmé dès 74 sa volonté de conserver une marge de manœuvre, en adhérant à la Ligue arabe, opposée notamment aux visées soviétiques sur la Mer Rouge. Et le bilan de l'«aide» soviétique pour le développement du pays, se révélait de plus en plus mince aux yeux de l'opinion somalienne, alors que la politique de main-mise soviétique sur les sources de matières premières du Tiers Monde, la position de l'URSS contre les 200 milles marins, étaient de plus en plus mal acceptées.

## SOMALIE-ÉTHIOPIE : LE CHOIX DE L'URSS

Face à cette situation, l'URSS a choisi de ne pas s'engager — du moins dans cette période — dans une intervention accrue en Somalie pour tenter d'y conserver ses positions. Elle s'est au contraire engagée

à fond du côté éthiopien, à la faveur du conflit de l'Ogaden, renonçant à toute politique d'«équilibre» entre les deux pays. Outre l'hostilité grandissante à sa présence en Somalie, plusieurs raisons ont amené Moscou à ce choix :

— L'importance de la position de l'Éthiopie sur le continent africain et au bord de la Mer Rouge, avec la perspective de maintenir la domination éthiopienne sur l'Érythrée et ses 1 000 kilomètres de côtes.

— Le potentiel humain de l'Éthiopie, qui compte une trentaine de millions d'habitants, soit au moins six fois plus d'habitants que la Somalie.

— Les ressources naturelles de l'Éthiopie : ses ressources minières aussi bien que son potentiel agricole très développé.

## LES «ESPOIRS» US

Mais, l'impérialisme américain n'a pas renoncé à reprendre pied en Éthiopie. Il y intervient toujours par le biais de relations économiques, dont les prêts qui servent à payer en dollars les armes soviétiques. Il a continué, par le biais d'Israël, à fournir des armes à la junte. En même temps, il appuie une organisation comme l'UDE («Union démocratique éthiopienne») qui, dirigée par d'anciennes personnalités du régime féodal, suscitent des troubles dans le nord du pays. Surtout, il peut espérer jouer sur des contradictions surgies entre les officiers éthiopiens et leurs «conseillers» soviéto-cubains qui font de plus en plus figure d'occupants, comme à Asmara en Érythrée où ils assurent un contrôle exclusif de la base. Toute une partie de la bourgeoisie éthiopienne reste hostile à la présence soviétique et ceci se reflète jusqu'au sein du DERG dont une fraction resterait favorable au maintien de liens importants avec les États-Unis.

Toutefois, un retournement de situation favorable aux Américains n'apparaît guère probable à brève échéance. Seule la lutte des masses éthiopiennes et la victoire du peuple érythréen peuvent faire reculer ces manœuvres des super-puissances.

Demain :  
Addis Abeba : le règne de la terreur

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Quand le Comecon fait l'inventaire de l'Éthiopie

Sous Haïlé Sélassié, l'URSS avait pris en mains quelques projets économiques en Éthiopie, surtout la construction d'une raffinerie de pétrole dans la ville érythréenne d'Assab. Mais, dans l'ensemble, les relations de l'URSS avec l'Éthiopie, dans le domaine économique, étaient restées limitées. Aujourd'hui, dans ce domaine aussi, Moscou manifeste pour l'Éthiopie un intérêt croissant. Ainsi, l'Éthiopie a été invitée en tant qu'observateur, en même temps que l'Angola, à la 32<sup>e</sup> session du Comecon qui se déroule actuellement à Bucarest et qui examine notamment la mise sur pied, par les pays membres de ce conseil, de sociétés «multinationales», en vue de réaliser des projets «d'intérêt commun». Des projets d'exploitation des ressources éthiopiennes, commencent à être mis au point par l'URSS en commun avec d'autres pays membres du pacte de Varsovie et du COMECON, notamment la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la RDA.

La manière dont l'URSS et les autres pays révisionnistes recensent aujourd'hui les ressources de l'Éthiopie, comme en témoigne l'étude publiée par l'académie des sciences de Hongrie (que nous citons ci-dessous), est significative des rapports d'exploitation et de pillage dans lesquels ils veulent enserrer l'Éthiopie. En même temps, il s'agit par là de soustraire aux occidentaux le contrôle de certaines matières premières minérales ou agricoles que recèle ce pays. Un exemple : le café. Alors que la commercialisation du café éthiopien sur le marché mondial était depuis longtemps un monopole des Américains, l'URSS et ses alliés est-européens essaient de se l'approprier. Profitant notamment de la très grande dépendance établie par l'Éthiopie sur le plan militaire, les Soviétiques exigent d'elle, une «compensation» par la livraison à des «conditions avantageuses» de produits tels que le café : celui-ci, acheté à l'Éthiopie 20 % au-dessous de son cours mondial, est revendu au prix fort, par l'URSS ou la RDA.

## Une étude de l'«Institut d'économie mondiale» de l'académie des Sciences de Hongrie 1976

«Les pays socialistes, dont la Hongrie, pourront développer des liens économiques élargis et entreprendre une étroite coopération avec l'Éthiopie.

L'Éthiopie s'engage à développer son potentiel économique, ses ressources naturelles. Ses ressources minières, le pétrole... etc, n'ont pas encore été prospectées convenablement.

Le potentiel agricole de l'Éthiopie est inépuisable. Le pays est très riche pour ce qui est du bétail. Des produits tropicaux et tempérés peuvent être récoltés sur l'ensemble de son territoire. En créant des entreprises agro-industrielles combinées, nous pourrions assurer l'approvisionnement de notre pays en protéines animales. Nous pourrions nous procurer du café, du coton et autres produits du marché éthiopien. On y trouve du cuir de bonne qualité.

L'Éthiopie pourrait être un bon marché pour notre industrie. Des discussions sur la vente de véhicule sont déjà en cours. L'Éthiopie peut accroître le nombre de ses bus en achetant à la Hongrie. Le développement de l'Éthiopie constitue un important débouché pour certains secteurs de nos industries mécaniques. L'industrie textile éthiopienne présente une excellente opportunité pour nos machines textiles manufacturées en Hongrie. La coopération avec l'industrie pharmaceutique naissante éthiopienne stimulera notre secteur pharmaceutique développé. Il incombe aux Éthiopiens et aux Hongrois de développer une coopération favorable aux deux partenaires. L'Éthiopie en développement peut devenir un important partenaire de la Hongrie.

Ces déclarations sont également valables pour les autres pays socialistes. L'Éthiopie a besoin de tracteurs et des équipements soviétiques pour le raffinage du pétrole, mais aussi de produits nationaux des autres pays socialistes.

## Le nœud coulant des livraisons d'armes

Depuis le coup d'État du lieutenant-colonel Mengistu en février 77, à Addis-Abeba, l'URSS a fourni à la junte éthiopienne une aide militaire colossale, sans précédent en Afrique, évaluée à plus d'un milliard de dollars, sans doute beaucoup plus en un an, que les Américains en 20 ans. Cette livraison d'armements aggrave l'endettement de l'Éthiopie, rendant ce pays de plus en plus dépendant de l'URSS qui exige qu'une grande partie du matériel qu'elle livre, lui soit payé, au moins à 40 % sous forme de devises fortes. Les banques américaines ne manquent pas d'en profiter et continuent elles-mêmes à intervenir dans l'économie de l'Éthiopie, en finançant de fait par leurs prêts, les achats d'armes éthiopiens à l'URSS.

## «Belle affaire pour les marchands de canons soviétiques !»

«Les marchands de canons soviétiques ont fait payer la deuxième livraison massive d'armes valant 200 millions de birs (plus de 100 millions US) en monnaie forte et au moyen de matières premières comme le café ; ils ont reçu du café éthiopien 20 % au-dessous du prix mondial.

Déjà 500 millions de birs sont payés d'avance. Les Soviétiques ont obligé le régime éthiopien à passer une circulaire ordonnant que les autobus doivent être importés seulement d'URSS.

Les sociaux-impérialistes soviétiques insistent pour être payés cash pour toutes les armes qu'ils vendent. Cash en dollars, en monnaies fortes ou en or, c'est ce qu'ils exigent.

L'Allemagne de l'Est pour sa part a échangé 500 tracteurs contre du café à un taux de réduction de 0,85 pour chaque livre sur le marché mondial. L'Allemagne de l'Est a tout de suite revendu ce café en Europe à un prix exorbitant. Et personne ne s'est soucié de savoir si les tracteurs correspondaient ou pas au terrain (éthiopien) ni si on en avait besoin ou pas.

Le pillage économique qu'évoquaient les Hongrois se mène donc déjà avec beaucoup de zèle».

D'après Abyot (Notre combat)  
journal du PRPE  
(Parti Révolutionnaire du Peuple Éthiopien)

## CONFÉRENCE DE PRESSE DU COBA

# Ne pas ralentir la campagne de dénonciation de l'Argentine fasciste

### ● Oui, la campagne de boycott du Mondial était juste

Lors de la conférence de presse du COBA, un membre de l'association des parents des disparus français en Argentine est intervenu pour démontrer combien l'argument : « Il faut y aller pour arracher des concessions à la junte » s'est avéré faux : « Qu'est-ce que la délégation française a obtenu ? Rien. Ils sont retournés, ils étaient au même point qu'avant. C'est le consulat qui leur a fourni la liste des 11 disparus et neuf détenus. Alors même que des représentants de la junte sont venus à Paris pour négocier les ventes d'armes, eux, ils n'ont vu aucun membre de la junte ! »

Un réfugié politique argentin a souligné que la campagne du COBA a été « un saut qualitatif dans la lutte de solidarité avec le peuple argentin », solidarité qui a trouvé une expression concrète dans le refus des trois employés de l'Hôtel Maurice de porter les bagages de l'attaché militaire de l'Ambassade de France à Buenos-Aires venu à Paris pour négocier des achats massifs d'armes.

Le militant argentin a dénoncé la « désertion de certains partis politiques français » qui ont limité leur « solidarité » aux promesses et aux collages (peu nombreux) d'affiches. Il a dénoncé en outre les forces de gauche en Argentine, le PCA notamment, qui « collaborent avec la dictature en disant que Videla est moins mauvais que les autres », et les Monteneros qui ont ouvert « une politique de dialogue avec la junte » et ont donné « un gage de bonne volonté à la dictature fasciste... »



### ● Finale de foot des réfugiés politiques et des travailleurs immigrés

Le jour de la clôture du Mondial, dimanche 25 juin, a eu lieu au stade de la Porte de Pantin une autre finale, celle de la « Coupe de football des travailleurs immigrés ». Toute l'après-midi, les équipes de foot des travailleurs immigrés ont pu ainsi affirmer leur droit au sport et à la vie associative, ce qui leur est refusé car la Fédération de football des travailleurs immigrés n'est pas reconnue. Le COBA y a participé en présentant un match sketch à l'équipe des travailleurs argentins disparaissant du terrain, enlevée par les militaires. Des réfugiés argentins ont aussi joué contre des travailleurs immigrés. Et on a pu assister à un spectacle peu commun : une radio libre commentant un match de foot, Radio 93 assurant la retransmission de cet après-midi. Une rencontre à prendre en compte dans la réflexion sur une pratique populaire du sport.

Corr.



#### UN BILAN POSITIF

Non, la réalité de l'Argentine fasciste n'a pas pu passer inaperçue ; la lutte du peuple argentin n'a pas pu être dissimulée ; tel est le bilan qui a été tiré lors de cette conférence de presse. Les activités du COBA, devenues pendant ces derniers mois un réel mouvement de masse mobilisant un secteur important de l'opinion publique, n'y ont pas peu contribué. En témoigne l'écho qu'a rencontré la campagne de mobilisation lancée par le COBA, et qui se traduit entre autres dans les 150 000 signatures recueillies par l'appel au boycott du Mondial, par les plus de 120 000 exemplaires de *L'Épique* vendus dans toute la France. En témoignent les 200 COBA qui se sont constitués, les nombreuses initiatives, rassemblements, manifestations qui se sont tenus malgré la répression des autorités giscardiennes.

La conférence de presse a permis de voir en effet l'influence suffisamment grande en France de la campagne de boycott pour que mass-média et partis politiques soient contraints d'y répondre d'une façon ou d'une autre.

En Argentine même, la campagne a eu un écho certain à en juger par les très nombreux et longs articles de presse s'en prenant au soi-disant « complot anti-argentin » qui se serait formé en France en particulier.

Pourtant, malgré cette importante mobilisation, le Mondial a pu se tenir en Argentine, l'équipe de France y a participé. Videla a profité de la « couverture démocratique » qu'il espérait. Si l'objectif du boycott n'a pas pu être atteint en France, il faut y voir, comme l'ont souligné les représentants du COBA, plusieurs raisons : les intérêts de l'impérialisme français en Argentine d'abord,

intérets qui ne sont point négligeables (investissements d'une valeur de 300 millions de dollars, la richesse de l'Argentine en uranium, des contrats commerciaux importants, etc.) mais aussi l'attitude des partis de gauche et des directions syndicales qui, malgré la mobilisation d'une grande partie de leurs militants ont maintenu leur hostilité face au boycott.

#### LE MOT D'ORDRE DE BOYCOTT ÉTAIT JUSTE

Pourtant, le bilan de ce qu'a signifié le Mondial a permis aux militants du COBA d'affirmer que « le mot d'ordre de boycott était juste. Le Mondial a bien été l'opération militaire et politique que le COBA avait dénoncée. » Ceux qui voulaient y aller pour s'informer, dénoncer, faire pression sur les autorités argentines n'ont rien obtenu (comme en ont témoigné de façon vivante un membre de l'association des parents des disparus français en Argentine et un réfugié politique argentin, présents à la conférence de presse. — voir encart.) Au contraire, leur présence même a donné une caution au régime fasciste comme cela se traduit de façon extrêmement parlante par exemple dans certains articles de la presse française (et peut-être déformés, mais qu'importe) dans des revues argentines : l'Argentine y est présentée comme un pays tranquille, où la viande est excellente, le vin bon et où les mots torture, assassinat, camp de concentration semblent appartenir à un autre monde...

#### QUELLES PERSPECTIVES POUR LES COBA ?

S'il paraît possible que la junte, après le Mondial

● Le Mondial est terminé : en Argentine, les tortures, les assassinats continuent. Videla, vainqueur de la Coupe du Monde, aura-t-il pu faire oublier, à travers cette gigantesque opération de couverture pour son régime sanguinaire que fut le Mondial, les 25 000 disparus, les 10 000 prisonniers politiques, la répression et la misère qui règnent en Argentine fasciste ?

Au lendemain du Mondial et après une campagne de boycott de six mois, le COBA (Collectif pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de football) tire le bilan et trace les perspectives du mouvement, lors d'une conférence de presse convoquée le 29 juin à Paris.

opère une certaine ouverture de façade, il a cependant bien été souligné par les organisateurs de la conférence de presse du COBA que, derrière cette façade, la répression se poursuit et se perfectionne et qu'il ne peut donc être question de ralentir la campagne de dénonciation. Vu la situation actuelle en Argentine, il ne suffit plus de demander la libération des prisonniers politiques : en même temps qu'elle extermine les détenus dans les centres de détention clandestins, la junte commence à « libérer » ses prisonniers — pour les liquider aussitôt.

Face à cette situation, quelles perspectives vont se donner les COBA qui viennent de terminer leur campagne de boycott du Mondial ?

Une partie des groupes a décidé de s'investir dans un travail anti-impérialiste plus large : dénonciation de l'impérialisme sous toutes ses formes (en liaison notamment avec le Cédetim), lutte contre la répression en France et ailleurs.

Le travail de solidarité avec le peuple argentin sera néanmoins maintenu par les COBA qui deviennent « Collectifs pour le boycott de la dictature argentine » alors qu'une autre composante constituera les « Collectifs d'Étude et d'Initiative sur Sport, Impérialisme et Répression... »

#### POUR LE BOYCOTT DE LA DICTATURE...

Les « Collectifs pour le boycott de la dictature argentine » définissent leur travail futur comme une « stratégie globale d'isolement international de la junte argentine, qui passera par une lutte pour le boycott de toutes les relations économiques, politiques, militaires, sportives, entre la France et l'Ar-

gentine, relations qui servent toujours la dictature, et jamais le peuple argentin. » La lutte contre la répression en Argentine, la solidarité avec les luttes du peuple argentin et la dénonciation du rôle de l'impérialisme français en Argentine seront les trois axes d'intervention des COBA. Parmi les formes d'action visant entre autres le refus des ventes d'armes françaises à l'Argentine et le boycott des relations commerciales, les COBA mobiliseront notamment pour le boycott du Congrès de cancérologie qui doit se tenir en octobre à Buenos Aires. Un cancérologue présent à la conférence de presse a expliqué le refus de certains cancérologues (tel Schwarzenberg et Jacob pour la France), de participer à ce congrès, la science n'étant aussi peu « a-politique » que le sport. Un contre-congrès se tiendra simultanément à Paris pour attirer l'attention internationale sur ce boycott.

#### BOYCOTT EN 1980 DES JEUX OLYMPIQUES A MOSCOU ?

Les « Collectifs d'études et d'initiatives sur sport, impérialisme et répression » se donneront pour but d'enrichir le débat sur les implications politiques et les fonctions réactionnaires du sport. La question du boycott des jeux olympiques de Moscou en 1980, est dès maintenant posée. Les collectifs sport, impérialisme, répression soutiennent cependant que cette question qui sera discutée plus largement à partir de septembre ne pourra être tranchée sans y associer les victimes de la répression. C'est pourquoi des contacts avec des dissidents soviétiques ont été pris. On commence à parler d'une contre-olympiade de la dissidence et de la répression en 1980...

# Les liens entre le soutien à la Révolution Palestinienne et le développement de la lutte patriotique au Liban

## Interview des «Comités patriotiques» du Liban

Par Yomna El Khalil

● Les «Comités Patriotiques» ont largement participé à la défense du Sud-Liban aux côtés de la Révolution Palestinienne, lors de la violente agression sioniste de mars dernier.

Ces comités cherchent à construire un large front pour mener la lutte anti-sioniste et anti-impérialiste. L'analyse que les «Comités patriotiques» font de la situation au Liban et l'activité qu'ils ont déployé et déploient, soulignent la nécessité de construire dans le monde arabe un mouvement indépendant, lié à la Révolution Palestinienne, qui se trouve à l'avant-garde du mouvement de libération arabe.

Nous avons demandé à des militants des «Comités patriotiques» du Liban, de passage en France, de nous parler de l'activité de leur mouvement, nourrie par les sentiments des anti-impérialistes des masses libanaises, malgré toutes les tentatives d'isoler le Liban du monde arabe.

### — Quelle est l'origine des «comités patriotiques» ?

En 1968, des batailles éclatent au Liban entre le Fath (mouvement de libération nationale palestinien) et l'armée libanaise, le gouvernement libanais étant contre la présence de forces palestiniennes dans le Sud du Liban. Au même moment, commençaient en Jordanie (fin 68 - début 69), les batailles déclenchées sur l'armée d'Husseïn contre les Palestiniens. Au Liban, un mouvement de masse pour le soutien à la Résistance Palestinienne va se développer : des comités se forment, qui commencent à travailler étroitement avec la Résistance, dont les «Comités populaires pour le soutien à la Résistance» et les «Comités de Partisans de la Révolution».

### DEUX LIGNES DANS LE MOUVEMENT NATIONAL LIBANAIS

A cette époque deux lignes sont apparues dans le mouvement national libanais : une ligne qui soutenait la Révolution palestinienne et une autre qui disait que celle-ci est «gauchiste», «aventuriste», et qu'on ne peut changer les choses au Liban qu'avec les élections, que la lutte du peuple libanais est une lutte pacifique pour améliorer la «démocratie libanaise». La première ligne se consolidait. C'était une période de bouillonnement d'idées, et une véritable lutte s'est développée entre ces deux lignes, ce qui a conduit à la formation, en 69, de plusieurs organisations politiques.

En 1969, le 23 avril, des batailles vont opposer cette fois, l'armée libanaise au peuple libanais lui-même, hostile à la mise en cause par les autorités, de la présence palestinienne. De puissantes manifestations se déroulent exigeant la libération de Palestiniens arrêtés parce qu'ils étaient fédératifs. Il y aura des dizaines de tués et des centaines de blessés. Le gouvernement devra démissionner, et ce n'est qu'en novembre, six mois après, qu'un nouveau gouvernement sera formé, pour le remplacer. Dans cette période, les comités patriotiques de quartiers et de villages se sont développés, d'autres sont nés. Il y a eu par exemple, la formation des «comités pour la défense du sud-Liban».

C'est après ces batailles de 69, avec cet appui à la Résistance exprimée massivement par les Libanais que les accords du Caire ont été signés entre le gouvernement libanais et la Résistance Palestinienne, donnant à celle-ci droit de cité au Liban.

### LE SOUTIEN AUX LUTTES POPULAIRES LIBANAISES

Début 70, le mouvement patriotique, qui s'était développé

dans le soutien à la Résistance palestinienne a commencé à travailler sur les problèmes des luttes populaires libanaises, celles des paysans, des ouvriers et des étudiants. Avant, les tenants de l'autre ligne considéraient que la défense des luttes populaires leur était réservée et ils l'opposaient à la défense de la Révolution palestinienne. Mais en 70-71, les grands mouvements des lycéens et des étudiants seront guidés par les Comités qui portaient le nom de «soutien» à la Résistance palestinienne.

Une autre étape commence après 1971, après que la Résistance palestinienne ait été contrainte de quitter la Jordanie, à la suite des massacres de «septembre noir». Il y a eu au Liban une étape de reflux du mouvement de masse jusqu'en septembre 1972. Des luttes ont été menées dans la période, la lutte des paysans du tabac, la lutte des ouvriers à Beyrouth, la lutte des enseignants et étudiants expulsés de l'éducation. Mais ces mouvements n'aboutissaient pas.

### «PLUS SEULEMENT UN TRAVAIL DE SOUTIEN...»

C'est alors qu'en septembre 72, les sionistes attaquent le sud-Liban. Pendant deux jours, ils occupent une large région. Alors se pose la question de la défense patriotique du pays et non plus seulement du soutien à la Résistance palestinienne.

### — Comment ce problème a-t-il été résolu ?

— Des Libanais ont participé aux batailles de septembre 72 (milices populaires, comités du sud et des autres régions). A ce moment la Résistance palestinienne reprenait des forces. Début 73, nous avons proposé de faire partie du mouvement de Résistance au sud et dans les autres villes du Liban. Là, il n'y avait plus seulement un travail de soutien, mais d'édification du mouvement de masse libanais pour la résistance, côte à côte, avec le mouvement palestinien. Nous avons mobilisé sur le mot d'ordre : «Tous les patriotes au sud, pour combattre l'ennemi sioniste». En avril 1973 l'assassinat de trois dirigeants du Fath (Kamal Adouane, Kamal Nasser et Abou Yousef) fut suivi à Beyrouth d'une énorme manifestation de rue de 300 000 personnes. Cela nous a donné un grand élan dans notre travail, car cette manifestation était un indice important de l'orientation politique des masses.

Dans la première quinzaine de mai 1973, alors que de nouveaux affrontements se produisent entre l'armée libanaise qui attaque les camps de réfugiés palestiniens et la Résistance, à Beyrouth les «Comités des partisans de la Révolution», dans lesquels ont fusionné tous les autres, participent pour la première fois,

les armes à la main à côté du Fath aux combats.

Ils jouent alors aussi grand rôle politique parmi les masses libanaises.

Lors de la guerre d'octobre 73, ces comités enverront des militants combattre aux côtés du Fath, et mèneront un travail d'explication sur la nature de cette guerre, en soulignant qu'il s'agissait d'une guerre de libération nationale, qu'elle était juste et devait bénéficier du soutien de toutes les masses arabes, donc libanaises. Cela introduisait une démarcation avec les autres forces politiques, qui considéraient cette guerre comme un «complot américain» etc... Nous avons mobilisé les masses, et des manifestations de soutien aux combattants se sont déroulées à travers tout le Liban.

### LE MOUVEMENT «SERVIR LE PEUPLE»

— Comment avez-vous organisé votre activité après le cessez-le-feu ?

— Après la guerre d'octobre, sur la base de ces acquis politiques, le «Front patriotique étudiants» a été créé. Il a pris naissance dans les lycées et les universités. En 74, la plupart des lycées du Liban s'étaient ralliés au Front. Ceci nous a permis de lancer un grand mouvement parmi la jeunesse, à la fin de 74, pour «servir le peuple». Un travail dans les quartiers, dans les villages, de soutien, de liaison aux masses a été fort. Des manifestations de soutien aux paysans ont été menées. Le travail était surtout réalisé au sud et dans les camps palestiniens. Chaque semaine, on consacrait deux journées au travail dans les camps palestiniens. Il y avait des travaux à faire, mais aussi des discussions avec les habitants, les combattants et les responsables des camps. Nous avons participé à la construction des abris dans le camp de Tell el Zaatar.

### LES FORCES PATRIOTIQUES LIBANAISES DANS LA BATAILLE DE KFAR CHOUBA

Début 75, nous avons encore franchi une étape dans notre travail politique, lors de l'invasion sioniste de Kfar Chouba le 6 janvier et de Taibe le 11 janvier. Trois de nos camarades ont été tués à Taibe en résistant à l'agression. Le «Front patriotique des étudiants» a envoyé le jour même de l'invasion des dizaines de combattants, militants et étudiants aux côtés des fédératifs. Les batailles ont duré à Kfar Chouba, jusqu'au 13 janvier. Le village fut entièrement détruit. Après le 13 janvier, on a déclenché un mouvement de masse dans tout le Liban, surtout au niveau de la jeunesse, pour le soutien à Kfar Chouba : l'envoi des équipes pour un travail d'une, deux, trois semaines pour rebâtir le village. Nous avons mené une polémique avec les autres lignes du mouvement national libanais qui nous accusaient de «gauchisme», «d'aventurisme», à cause de la reconstruction du village. Malgré cela, un large mouvement de solidarité s'est développé.

C'est ce large mouvement patriotique, mouvement de soutien à la Révolution palestinienne, qui a conduit les phalangistes à



déclencher la guerre en avril 1975. Ils ne voulaient pas que ce mouvement s'étende à l'ensemble du Liban.

— Et pendant la guerre du Liban ?

— Avec la guerre du Liban, se sont constitués les «Comités Patriotiques Populaires» à partir des Comités précédents, avec un organe : *Ah Fajr* (l'aube). Il y avait aussi l'Union de la jeunesse patriotique (au nord du pays), les «comités populaires et démocratiques pour la défense de la patrie et de la Résistance», les «comités des militants du Sud», de la «jeunesse du Sud», «l'organisation populaire libanaise» et plusieurs autres mouvements. Nous avons commencé un travail d'unification autour du nouveau journal hebdomadaire *l'Unité*, à partir de 76.

Actuellement, deux mouvements marxistes-léninistes commencent à travailler avec les comités de *l'Unité* : l'«Union des cellules marxistes-léninistes» et le «mouvement socialiste des ouvriers au Liban». De bonnes relations existent avec le premier, dont les militants participent avec nous aux forces militaires patriotiques dans le Sud.

### LIBAN : REFLET DE LA SITUATION DU MONDE ARABE

— Pourquoi le mouvement patriotique a-t-il pris naissance dans le soutien à la Révolution palestinienne ?

— La question de la Résistance palestinienne, de la défense du Sud-Liban est très importante pour les masses du Liban. Cela vient de la situation proprement libanaise. Elle est un résultat du rapport de force entre le Front arabe et les forces impérialistes et les sionistes. Il ne s'agit pas d'un rapport de forces entre deux classes à l'intérieur du Liban, mais du reflet de la situation arabe. Les événements du Liban en 75 l'ont démontré. Il n'existe pas un Etat libanais, proprement dit. La situation libanaise a toujours été, depuis la création en 1920, de l'entité libanaise par la France, un reflet des rapports de force entre le Front arabe et les impérialistes. L'histoire moderne du Liban le prouve, avec l'importance prise par le mouvement national arabe au Liban, en 1948, 1956, 1958. En 1958, par exemple, lors de la révolution nationale au Liban, c'est avec l'Egypte de Nasser que la flotte US a dû discuter pour installer un nouveau président, à la place de Chamoun (l'actuel dirigeant isolationniste).

L'arrivée à la présidence de Chehab, a été le résultat du rapport de force existant entre le Front arabe et les impérialistes. Après la guerre de 67, qui est une défaite arabe, les partis isolationnistes se sont regroupés, renforcés par les impérialistes et les sionistes. Avec l'entrée de la Résistance palestinienne au Liban, c'est le rapport de force interne qui change et favorise le développement du mouvement de masse. C'est ce qui a fait peur aux isolationnistes qui ont déclenché à plusieurs reprises leurs agressions contre la Résistance.

— Quelles sont les conséquences pour les masses de cette situation particulière du Liban ?

— La situation même des masses est liée à celle des régimes arabes. Actuellement, ceux-ci sont divisés et cela a des conséquences dans les masses. Notre ligne à nous, c'est celle de l'unité et de la solidarité entre les pays arabes contre l'ennemi principal, le sionisme et l'impérialisme. Nous trouvons un grand appui chez les masses, car c'est la ligne de l'unité nationale à laquelle elles aspirent. Elles ont soutenu toutes les victoires, remportées depuis 1952 grâce à l'unité arabe. Aussi, les partis qui créent des divisions au niveau arabe et interne libanais sont de plus en plus isolés.

### «LA MOITIÉ DES COMBATTANTS DU FATH TUÉS DANS LA DERNIÈRE GUERRE DU SUD, ÉTAIENT DES LIBANAIS»

Le fait qu'il y ait un mouvement palestinien a une grande importance au niveau libanais. Dans la dernière guerre du Sud, la moitié des combattants du Fath qui ont été tués, étaient des Libanais. En effet, le Fath, pour les masses libanaises, c'est le symbole de l'unité et de la force, l'unité des masses autour d'objectifs anti-impérialistes bien nets, c'est l'indépendance vis-à-vis des régimes arabes et en même temps l'unité. C'est l'aspiration à l'indépendance du peuple vis-à-vis du gouvernement mais en même temps l'unité, le Front entre tous les pays arabes, toutes les forces arabes, contre l'ennemi principal. Depuis 1969, on est lié au Fath, pour toutes ces raisons. C'est la seule force qui menait la lutte concrètement, et non pas avec des slogans diviseurs. C'est ce qui lui a permis de devenir la principale force arabe de libération nationale.

## Giscard délivre un brevet de démocratie à Juan Carlos

Le deuxième jour de la visite de Giscard en Espagne s'est achevé par son discours aux Cortes (le Parlement espagnol) au cours duquel il a réaffirmé son accord à l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun. Il a souligné l'identité de vues dans la politique étrangère des deux pays et s'est montré admiratif pour «la vraie démocratie» espagnole qui permet de si bons rapports avec l'opposition. Mais derrière l'unité apparente des premiers discours, les choses sérieuses ont vraiment commencé avec les entretiens de vendredi matin avec Suarez où le dossier économique et celui de la politique étrangère (notamment l'Afrique) ont été discutés.

### POLITIQUE ÉTRANGÈRE : L'UNITÉ DE VUES ET SES LIMITES

La politique étrangère, Giscard l'avait déjà abordée jeudi lors de son discours aux Cortes : «Qu'il s'agisse de consolider la détente de faire avancer la cause du désarmement, de favoriser l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial ou de contribuer au développement de l'Amérique latine et de l'Afrique, la France et l'Espagne, peuvent d'autant mieux unir leurs efforts que leurs objectifs sont identiques et que leurs moyens sont souvent complémentaires.»

Si Giscard insiste autant sur l'identité de vues entre les deux pays, c'est qu'il aimerait associer l'Espagne dans son offensive africaine, mais cette dernière a des ambitions à l'échelle de sa taille : si elle entretient de bonnes relations avec les pays du Maghreb, principalement avec le Maroc, elle ne s'aventure guère plus loin en Afrique, ayant déjà maille à partir avec l'OUA qui demande la décolonisation des îles Canaries. A ce sujet, Juan Carlos essaiera d'obtenir que Giscard intervienne auprès des pays africains pour les dissuader de voter le projet de décolonisation des Canaries au prochain sommet de l'OUA à Kartoum.

### BREVET DE DÉMOCRATIE POUR LES NOUVELLES LOIS ANTI-TERRORISTES

Mais il n'a pas seulement été question de la politique étrangère des deux pays puisque Giscard a pu discuter abondamment sur un de ses thèmes favoris : la démocratie, musclée ce-

la va sans dire, car tandis qu'il ne tarissait pas d'éloges sur l'Espagne : «Sujet de fierté et encouragement pour tous les démocrates», cette même démocratie espagnole adoptait de nouvelles lois anti-terroristes qui lui permettront désormais d'arrêter tout suspect, de procéder à des perquisitions sans mandat et donneront le droit à la police de procéder à l'ouverture du courrier et aux écoutes téléphoniques sans en référer à une quelconque autorité. Voilà bien la démocratie que Giscard approuve, c'est celle de l'Europe des polices.

### UNE OPPOSITION MODELE

Ce qui a plu à Giscard dans cette Espagne qu'il voit dans une certaine mesure comme un modèle, c'est également le degré de compromission de l'opposition espagnole, Carillo accourant à la réception donnée par Juan Carlos, serrant toutes les mains, plaisantant sur ses rapports avec le PCF. L'espoir de Giscard d'associer la gauche au gouvernement semble, mieux qu'en France, se réaliser en Espagne, où l'opposition va encore plus ouvertement dans les compromissions.

Reste pour les deux chefs d'État à résoudre un problème difficile : celui de l'entrée de l'Espagne dans la CEE ; à ce sujet, les agriculteurs français sont très inquiets et ne sont pas disposés à digérer la couleuvre que Giscard voudrait leur faire avaler.

Au delà du corporatisme manifesté par les chambres d'agriculture, elles posent un problème réel, celui d'une menace supplémentaire pour les petits producteurs qui auront plus de difficultés à écouler leurs produits.

Franck ROUSSEL

### Opération de la Résistance en Palestine occupée

Plusieurs opérations ont été menées ces derniers jours par l'OLP en Palestine occupée, rapporte l'agence palestinienne Wafa. Les objectifs détruits mardi dernier sont : un bâtiment des services secrets israéliens à Jérusalem sérieusement endommagé par des charges explosives placées dans les conduites de gaz, ainsi qu'une explosion au siège des services de renseignements israéliens à Haïfa qui a provoqué de nombreux dégâts, ainsi que la mort de plusieurs agents israéliens. En Cisjordanie, une bombe placée dans une banque a tué plusieurs soldats de l'armée d'occupation. Une dernière opération a été effectuée par le commando «Ali Nasser Yasim» (du nom du représentant de l'OLP assassiné au Koweït), qui a fait exploser une bombe sur un marché de Jérusalem, jeudi matin, faisant 2 morts et 42 blessés.

Tunisie, le 10 juillet

## PROCES DES SYNDICALISTES EMPRISONNES

Conférence de presse de l'Association Française des Juristes Démocrates

Alors qu'en Tunisie s'ouvrira prochainement le premier procès des syndicalistes emprisonnés à la suite des événements du 26 janvier, avait lieu jeudi dernier à Paris, une conférence de presse convoquée par «l'Association Française des Juristes Démocrates» dont plusieurs membres viennent d'effectuer une mission en Tunisie comme

observateurs judiciaires. Ces avocats qui ont assisté au procès d'un avocat tunisien accusé «d'offense au chef de l'Etat» et ont effectué une enquête sur les conditions de détention des syndicalistes arrêtés en janvier dernier, se sont montrés très préoccupés par la situation actuelle en Tunisie.

En effet, le pouvoir tuni-

sien multiplie actuellement les atteintes aux libertés démocratiques : un des rares journaux d'opposition voit trois procès s'ouvrir contre lui et est menacé d'interdiction. Les libertés syndicales déjà largement compromises par la reprise en main de l'UGTT par le parti Destourien continuent de n'être pas respectées : le syndicat de l'enseignement supérieur et celui du district de Tunis viennent d'être suspendus. Mais plus graves encore sont les conditions de détention des syndicalistes emprisonnés : après la mort de Kouki sous la torture, Mohamed Chekroun secrétaire de la fédération de la métallurgie a été atrocement torturé, Abib Achour l'ancien secrétaire général de l'UGTT est dans un état grave après 5 mois d'isolement, un syndicaliste emprisonné s'est vu réclamer une note de 3 000 F d'hospitalisation, suite aux tortures qu'il avait subies. Autres formes de répression : l'institution d'un

«service civil» obligatoire pour tous les jeunes chômeurs de 18 à 30 ans et renouvelable tous les ans. Des milliers de jeunes rafelés dans les rues de Tunis au mois de mai ont ainsi été envoyés dans les camps de travail au sud du pays. Un «service national» a également été instauré, il permet à tout employeur qui en fait la demande aux autorités, d'affecter ses jeunes employés au «service national», ce qui a pour conséquence la suppression des droits civiques et syndicaux et le maintien de l'employé sur son lieu de travail avec un salaire réduit de moitié. Toutes ces mesures contraires au traité de l'Organisation Internationale du Travail qui interdit le travail sous la contrainte, visent à démobiler et à diviser les jeunes pour empêcher qu'une mobilisation comme celle du 26 janvier ne puisse se reproduire.

F R



Quadrillages des rues de Tunis par l'armée, au lendemain des manifestations du 26 janvier.

### Egypte

## L'ISOLEMENT DE SADATE DANS SON PROPRE PAYS

Le régime de Sadate est en crise. Après avoir remanié le gouvernement début mai, ce qui a signifié le départ du vice-premier ministre chargé des affaires économiques et financières, Kaysouni, Sadate avait organisé le 21 mai un référendum sur un projet de loi pour «préserver l'unité nationale et la paix sociale». Comme prévu, ce référendum a donné 98,29 %

des suffrages exprimés en faveur du Oui.

Quelques jours avant, la revue hebdomadaire progressiste Al Ahali avait été suspendue.

Après le référendum le 27 mai, le procureur général diffusait une liste d'intellectuels et de journalistes appartenant à l'opposition, et accusés de «mener une campagne contre l'Egypte...» D'impor-

tantes personnalités ont été ainsi accusées de «traîtrise», comme Hassanein Heykal, qui fut le collaborateur de Nasser.

Récemment, c'est le général Al-Chazli, l'homme de la guerre d'octobre, qui a accusé la politique internationale de capitulation et la politique intérieure de Sadate. Après avoir été suspendu de ses fonctions d'ambassadeur, il refuse de se

rendre au Caire tant que Sadate ne lui garantirait pas sa liberté.

Tout cela dénote une crise profonde en Egypte bien que en général la contestation ne dépasse pas les milieux de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Mais celle-ci reflète un sentiment général de mécontentement dans les masses en Egypte, face à l'échec de la politique de Sadats.

### L'ÉCHEC DE SON «INITIATIVE»

Comme prévu et malgré toute la campagne de presse internationale, la visite de Sadate à Jérusalem n'était qu'une opération «psychologique» qui ne pouvait aboutir à aucun règlement, ni pour l'Egypte ni pour le monde arabe. Sadate a par sa politique de concessions, pris une lourde décision en brisant le front arabe et en reconnaissant de fait l'État sioniste. Comme on l'a vu, cela a permis aux dirigeants sionistes de se montrer plus intransigeants encore, malgré la crise qui secoue l'appareil sioniste lui-même.

L'échec de l'initiative de Sadate a accentué son isolement aux plans arabe et international. Même si l'ensemble des pays arabes ne se sont pas joints au

«front de la fermeté», il n'en reste pas moins que les pays arabes, sauf le Maroc, ont désapprouvé l'initiative.

### L'ÉCHEC DE «L'OUVERTURE» ÉCONOMIQUE

Sadate, en lançant son initiative, avait promis au peuple égyptien «la fin de la misère». On a pu penser un temps que le peuple égyptien allait soutenir Sadate. Mais les illusions dans le peuple égyptien sont vite tombées : la crise économique s'est aggravée, du fait de l'isolement par les autres pays arabes. Et l'initiative de Sadate n'a pas changé grand chose quant à l'arrivée de capitaux étrangers (européens, américains, japonais et iraniens) en Egypte. Contrairement à ce que Sadate espérait.

Depuis 1974, le gouvernement égyptien a prôné l'«ouverture» économique de l'Egypte aux capitaux arabes et étrangers. Il présentait cela comme la «solution» pour mettre fin à la misère du peuple égyptien. Pour cela, il lui fallait tout d'abord arriver à un «règlement» de la question du Proche-Orient, de façon à donner confiance aux capitalistes. Mais le règlement tarde à venir, et les capitalistes hésitent à financer. Surtout l'«ouverture» a des conséquences désastreuses sur la vie du peuple : ce qui a conduit aux révoltes de janvier 77. C'était la sonnette d'alarme pour Sadate qui n'a répliqué qu'en promettant alors que le «règlement» se ferait coûte que coûte, durant l'année 77. Mais la voie est restée bloquée, ce qui l'a conduit en novembre dernier à prendre son

initiative : il espérait ainsi faire patienter le peuple. L'intransigeance sioniste face à la capitulation de Sadate a montré que le «règlement» ne se ferait pas, surtout après l'agression sioniste au Sud-Liban et son échec. Les capitalistes hésitent toujours à investir, car l'avenir est incertain pour eux. Cela aggrave la crise : le peuple n'a plus confiance dans «le génie» du président et l'opposition à sa politique capitaliste et catastrophique conduit de plus en plus la bourgeoisie égyptienne elle-même à se démarquer de lui. Se sentant menacé, Sadate prend alors des mesures de répression contre toute opposition qu'elle soit d'ailleurs de droite ou de gauche.

Nous reviendrons prochainement sur la situation de l'opposition égyptienne.

Yomna EL-KHALIL

Samedi 1<sup>er</sup> juillet

## TF 1

14 h 05 - Restez donc avec nous  
18 h 05 - Trente millions d'amis  
18 h 40 - Magazine auto-moto  
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre  
19 h 20 - Actualités régionales  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Numéro un : Michel Sardou  
21 h 30 - Ce soir, l'armée  
23 h 45 - Journal et fin

## A 2

13 h 35 - Les jeux du stade  
18 h 00 - Ce jour-là, j'en témoigne : Eté 1944  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - L'heure d'été  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Pas d'orchidées pour miss Blandish. *Spectacle du théâtre populaire de Reims.*  
22 h 05 - Duo sur glace  
22 h 50 - Journal  
23 h 00 - Petite musique de nuit  
23 h 05 - Fin

## FR 3

18 h 00 - Triveh ha tri ugent  
18 h 35 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Samedi entre nous  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - La dernière enquête. *Film américain*  
22 h 00 - Journal et fin

## Dimanche 2 juillet

## TF 1

13 h 00 - Journal  
13 h 20 - C'est pas sérieux  
14 h 10 - Sports première  
14 h 45 - Secteur contre-enquête  
15 h 30 - Sports première (suite)  
16 h 00 - Tour de France  
17 h 20 - La conquête de l'Ouest  
19 h 15 - Les animaux du monde  
19 h 40 - Tour de France  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Opération San Gennaro. *Film italien*  
22 h 15 - La leçon de musique  
23 h 15 - Journal et fin

## A 2

14 h 45 - Dessin animé  
14 h 50 - Super Jaimie  
15 h 40 - Cirque du monde  
16 h 35 - La goelette d'or  
17 h 10 - Hippisme  
18 h 00 - Ce jour-là, j'en témoigne : août 1944  
19 h 00 - Stade 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Musique and music  
21 h 35 - Zig-Zag  
22 h 35 - Journal  
22 h 50 - Petite musique de nuit

## FR 3

16 h 30 - Il était une fois... le pouvoir  
17 h 30 - Espace musical  
18 h 25 - Cheval, mon ami  
18 h 50 - Plein air  
19 h 35 - Lassie  
20 h 05 - Transversales  
20 h 30 - La France des médecins sauvages : Remèdes agricoles, modes alimentaires  
21 h 20 - Journal  
21 h 35 - L'homme en question : Jack Lang  
22 h 35 - Cinéma de minuit : Prix de beauté (1930)  
00 h 05 - Fin

## Lundi 3 juillet

## TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tour de France  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Un si doux visage  
22 h 00 - Questionnaire : Gilbert Trigano  
23 h 00 - Journal et fin

## A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - L'heure d'été  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - La télévision d'ailleurs : Dave Allen en liberté  
21 h 55 - Top club  
22 h 10 - Lire, c'est vivre  
23 h 05 - Journal  
23 h 20 - Petite musique de nuit  
23 h 25 - Fin

## FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Train d'Enfer. *Film français (1965)*  
22 h 15 - Journal et fin



## Parc de Caillebotte, Yerres (91)

En quelques mois, des dizaines de Radios Libres ont vu le jour. Un nouveau moyen d'expression est né pour ceux qui ont toujours été dépossédés de leur parole. Le gouvernement fait tout pour les museler, mais le mouvement est irréversible et la nouvelle législation sur le monopole n'y changera rien. Tous les

partisans de la liberté des ondes sont conviés à manifester, sous toutes les formes d'interventions possibles, leur solidarité avec les radios libres victimes de la répression.

Un grand festival de soutien est organisé le 1<sup>er</sup> et 2 juillet au parc Caillebotte à Yerres. Une soixantaine de groupes de

musiciens et d'artistes, de saltimbanques et de batteurs s'y produiront gratuitement sur trois scènes différentes. Tous ces groupes se sentent partie prenante de la lutte des radios libres, contre le monopole, la culture officielle, les méthodes du show-business et des médias.

Entrée gratuite. Bons

de soutien à partir de 20 F.

En train : gare de Lyon direction Melun. Descendre à Yerres. Parc à 500 mètres de la gare.

En voiture : nationale 5, route de Melun. Parcours fléché à partir de la gare de Villeneuve Saint Georges.

Le Collectif de soutien aux radios libres.

## Et l'acier fut trempé

161<sup>e</sup> épisode

*Pavel avait maintenant trouvé une compagne ainsi qu'une place dans les rangs.*

*Il entreprit d'écrire à son frère, Artem.*

*Artem, je veux te raconter où j'en suis. Tu es le seul à qui j'écrive de telles lettres. Tu me connais et tu comprendras la valeur de chaque mot. Sur le front de la lutte pour la santé, la vie continue à me harceler.*

*Je reçois coup sur coup. A peine ai-je le temps de me relever après l'un d'eux qu'un autre, plus impitoyable encore, s'abat sur moi. Le plus terrible est que je suis impuissant à me défendre. Le bras gauche refusait d'obéir. C'était déjà dur, mais voilà que les jambes ont suivi, et moi qui me déplaçais déjà à peine (entre les quatre murs de ma chambre), j'arrive difficilement à me trainer du lit à la table. Mais ce n'est sûrement pas tout. Je ne sais pas ce que l'avenir me réserve.*

*Ne quittant plus la maison, je me borne à observer de ma fenêtre un petit coin de la mer. Peut-il y avoir pire tragédie que celle d'un homme dont le corps inerte le trahit et refuse de le servir, et dont le cœur et la volonté de bolchévik l'entraînent irrésistiblement vers le travail, vers vous, vers l'armée d'active qui avance sur toute l'étendue du front, vers l'endroit où se déploie l'avalanche de fer qui va donner l'assaut ?*

*J'espère encore que je rejoindrai les rangs, que ma baïonnette surgira, elle aussi, dans les colonnes d'assaut. Je ne peux pas ne pas y croire, je n'en ai pas le droit. Dix années durant le Parti et le Komsomol m'ont enseigné la ténacité, et les paroles de notre guide s'appliquent aussi à moi : « Il n'est pas de forteresse que les bolchéviks ne puissent prendre. »*

*Ma vie, maintenant, c'est l'étude. Des livres, des livres, et encore des livres. J'ai beaucoup travaillé, Artem. J'ai lu, la plume à la main, tous les classiques. J'ai passé par correspondance les examens de première année de l'Université communiste. Le soir, réunion des jeunes membres du Parti. C'est par ces camarades que je garde un contact avec le travail pratique de l'organisation. En outre, il y a Taïoucha, sa formation politique, ses progrès, et puis — pourquoi ne pas le dire ? — l'amour, les tendres caresses de ma petite compagne. Nous nous entendons très bien.*

## Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

*Notre situation matérielle est des plus simples : les trente-deux roubles de ma pension et le salaire de Taïa. Elle va au Parti par une voie qui rappelle la mienne : d'abord femme de ménage, maintenant plongeuse dans une cantine (il n'y a pas d'industrie dans cette bourgade).*

*Ces jours-ci, elle m'a montré triomphalement sa première carte de déléguée à la section féminine. Pour elle, ce n'est pas un simple bout de carton. J'observe la naissance en elle d'un être nouveau, et j'y contribue du mieux que je peux. Le jour viendra où une grande usine, un collectif ouvrier, achèvera sa formation. Tant que nous sommes ici, elle suit la seule voie possible.*

*La mère de Taïa est venue à deux reprises. Sans en avoir elle-même conscience, elle veut ramener sa fille en arrière, dans une vie faite de mesquineries, d'histoires étroitement personnelles, celle où elle est elle-même enlisée. J'ai essayé de persuader Albina que sa vie manquée ne doit pas se projeter comme une ombre sur le chemin de sa fille. Peine inutile. Je sens qu'un jour la mère barrera la route de Taïa vers la vie nouvelle et que la lutte avec elle sera inévitable.*

*Je te serre la main.*

TON PAVEL.

Le sanatorium n° 5 à Staraïa Matsesta. Un bâtiment en maçonnerie à deux étages, sur une plate-forme taillée dans le roc. Tout autour, la forêt, traversée par une route d'accès sinueuse. Les fenêtres sont ouvertes et un vent léger apporte d'en bas l'odeur des sources sulfureuses. Kortchaguine est seul dans sa chambre. Demain arrivent de nouveaux camarades, et il aura un voisin. Derrière la fenêtre, un bruit de pas et une voix connue. Plusieurs personnes parlent en même temps. Mais où a-t-il entendu cette voix grave ? Les rouages de la mémoire tournèrent à toute vitesse et extirpèrent un nom enfoui dans un recoin, mais pas oublié : « Innokenti Lédénév, ça ne fait pas l'ombre d'un doute. » Et, sûr de son fait, Pavel lança le nom. Une minute plus tard, Lédénév était dans sa chambre et lui serrait joyeusement la main.

A SUIVRE

Arsenaux

## Les travailleurs mobilisés pour empêcher les directions syndicales de brader une lutte

Les travailleurs de l'Arsenal de Brest continuent leur lutte : la base a refusé les propositions syndicales qui conduisaient à liquider la lutte et a poussé pour durcir le mouvement. Elle a refusé les manifestations que proposait les syndicats. Jeudi les grévistes de l'arsenal sont allés occuper l'aéroport de Brest : ils ont déployé leurs banderoles près de carlingues d'avion, empêchant un appareil de partir pour Plymouth et retardant un autre qui devait s'envoler vers Paris.

Aujourd'hui, malgré l'interdiction de la préfecture de manifester dans l'enceinte de l'arsenal, les travailleurs ont décidé d'organiser un pique-nique près du bureau de la direction.

A Tarbes, à l'appel des syndicats CGT et CFDT et avec le soutien de la CFTC et de la FEN, une manifestation a rassemblé plu-

sieurs milliers de participants. Dans cette ville où l'arsenal est la plus grosse entreprise industrielle, la population a exprimé ainsi sa solidarité avec les travailleurs pyrénéens en lutte.

A 15 h 30, vendredi le ministre de la défense Bourge ouvre les premières négociations avec les représentants des travailleurs en lutte : la CGT, la CFDT la CFTC et FO mèneront les négociations pour que soient maintenus les avantages acquis en 1951 et en 1967 sur l'alignement des salaires des arsenaux sur ceux des travailleurs de la métallurgie parisienne. Après avoir attendu que le mouvement s'essouffle le gouvernement-patron doit se rendre à l'évidence les 70 000 travailleurs des 170 établissements restent mobilisés pour défendre leurs droits.

La Ciotat

## Ville morte pour sauver les chantiers

Jeudi, La Ciotat s'est mobilisée contre les menaces de licenciement aux chantiers navals en décrétant une journée ville morte, cette action a été massivement suivie.

Enclavée entre la montagne et la mer, La Ciotat ne vit que par son chantier. Un chantier ouvert sur la ville. Du bord des quais on peut facilement suivre le travail des ouvriers accrochés à la carcasse d'un pétrolier en cour de construction.

Ici c'est un chaudronnier et son matelot\* qui travaillent près de l'arbre d'hélice, plus haut dans les superstructures dans le chateau arrière des tuyauteurs sondent les tubes d'acier inox qui partent du poste de commandement. La Ciotat, le chantier et la falaise la plus haute d'Europe, voilà une carte de visite pour touriste qui, s'il a de la chance, peut, après avoir surplombé la mer du haut de la falaise, assister au lancement d'un bateau. Ce jour-là les quais sont noirs de monde, les embrassures des maisons sont obstruées pour les protéger de la vague qui submerge le quai. Le spectacle de ce bateau glissant sur l'eau, salué avec bruit par tous, risque de devenir de plus en plus rare. La navale est en crise. 50 % des ouvriers du chantier sont menacés par le chômage, faute de commandes, ils sont menacés de licenciement. Il n'y a plus de méthanier, dont la construction était devenu une spécialité des

chantiers sur les carnets de commande et la grande forme qui permettrait de fabriquer des super-tankers ne servira à rien si le projet de la mettre en service aboutit.

Après une série de grève soigneusement contrôlées par les syndicats «des grèves pour nous casser les pattes» nous dit un jeune ouvrier du chantier. La Ciotat a fait l'union autour de la navale.

Ils étaient tous là et au micro comme une litanie entre les syndicats, les commerçants et communaux et les parents d'élèves.

Fidèle à leur politique, l'UFIC, la CFDT et la CGT ont noyé les 2 500 manifestants sous un flot de discours. Croient-ils que cela leur évitera de lutter pour obtenir le plein emploi.

Plus tard dans la matinée le cortège a traversé la ville et le flot des manifestants grossissait. Pas un magasin d'ouvert. Toute la population criait sa volonté de se battre pour que vivent les chantiers.

\* : Dans les chantiers navals, les ouvriers travaillent souvent par deux, celui qui a la responsabilité du travail est assisté par un matelot.

# HORDE SAUVAGE DE CRS CONTRE LES BOUSSAC

La journée de 24 heures d'action dans la vallée du Rabodeau a été marquée par la répression et traversée par des tentatives de démobilisation multiples. Les élus PS, PC et les dirigeants syndicaux, tous ont apporté leur grain de sable pessimiste. Il n'empêche que les travailleurs ont massivement participé à la manifestation ayant pour point de chute la sous-préfecture de St Dié. Le cortège de voitures a paralysé la circulation sur le parcours Moyen-Moutiers/St Dié. La sous-préfecture occupée par les travailleurs a subi un véritable siège. Plusieurs cars de gardes mobiles casqués et armés jusqu'aux dents l'ont investie. Malgré l'attitude complaisante du représentant du PCF Staphe, la riposte a permis de tenir tête pendant 15 à 20 minutes avant que les CRS ne réussissent leur sale besogne. Alors que les travailleurs évacuaient les enfants présents, les flics chargèrent sauvagement. A coups de crosse et d'invectives, syndicalistes et ouvriers ont été expulsés. Une fois dehors, les travailleurs, à l'appel des organisations syndicales, se sont regroupés devant la sous-préfecture occupée cette fois par les CRS. Barricadés à l'intérieur, ces derniers furent bombardés à coup de bouteilles vides. Les vitres de la sous-pré-



Les travailleurs du Rabodeau veulent garder leur usine ouverte.

fecture ont volé en éclat. Plusieurs CRS furent blessés répondant par une véritable nuée de grenades lacrymogènes. Aux accents de l'Internationale, la manifestation a rejoint la vallée du Rabodeau. Des mots d'ordre tels que «CRS, SS» «A bas l'Etat policier» «Nous reviendrons, mais avec des armes» prouvent la résolution des Boussac à poursuivre la lutte.

Vendredi 30 à 15 h la dernière réunion avant les vacances du Comité Central

d'Entreprise a lieu à la blanchisserie de Moyen-Moutiers, en la présence du PDG du groupe Boussac. Les travailleurs de la vallée de la Moselle seront présents. La riposte généralisée à l'ensemble du groupe est plus que jamais à l'ordre du jour. Les assemblées générales de vendredi à Moyen-Moutiers et Senones décideront de la suite à donner à l'offensive ouvrière lancée. Le ras-le-bol des travailleurs est manifeste. Nul ne peut garantir le calme. La violence de classe répon-

dant à la violence de la bourgeoisie.

Plus que jamais les Vosgiens veulent vivre et travailler au pays. Aujourd'hui la lutte est politique. Les travailleurs doivent non seulement combattre la bourgeoisie en place mais aussi les révisionnistes du PCF. De cette prise de conscience dépend en définitive l'avenir du combat. La journée du 29 juin 1978 marquera sans doute le mouvement ouvrier vosgien.

Correspondant

Belcan (Vitry)

## PREMIERS SUCCES : JUGEMENT REPORTÉ

Ce jeudi, les travailleurs de Belcan passaient en référé ; les patrons demandant leur expulsion. Le report du jugement, tout en faisant sans doute partie de la tactique de pour-

risement adopté par le patron, est à mettre à l'actif de la lutte. Cet actif s'est concrétisé par le rassemblement de 200 travailleurs en fin de journée à l'appel de l'UL-CGT de

Vitry et la tenue d'un meeting. L'intervention du secrétaire des Métaux a développé le thème cher au PCF «de la nécessité de développer l'industrie de la machine-outil dans l'intérêt

national». Mais ce rassemblement a exprimé la volonté des Belcan de rester dans l'entreprise, soutenus par des travailleurs de Vitry. Un meeting qui pose pourtant des questions par exemple sur l'interdiction discrète mais ferme faite aux représentants du comité des résidents Sonacotra d'Ivry de diffuser un tract sur leur lutte. Pourquoi aussi ne pas avoir manifesté dans la rue comme en parlaient un certain nombre de travailleurs au début du rassemblement ? L'appel du secrétaire de l'UL, citant les 2 h de débrayage chez Sciaky et disant : «Le bon chemin à prendre c'est celui de la lutte», aussi juste qu'il soit ne trace aucune perspective. C'est de perspectives concrètes qu'ont besoin aujourd'hui tous ceux qui veulent organiser le soutien et bâtir le rapport de force nécessaire.

Corr. VITRY

